

N° 13-010-XIF au catalogue



Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Troisième trimestre de 2006



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à: notre agent d'information, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (téléphone: 613-951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Publications.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir des services rapides, fiables et courtois et à faire preuve d'équité envers ses clients. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Troisième trimestre de 2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Décembre 2006

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 5, no 3

Périodicité : trimestrielle
ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

Table des matières

À propos de cette publication.	5
Politique de révision	5
Révisions dans cette édition.	5
Aperçu.	6
Le repli de la construction résidentielle se poursuit.	8
L'accumulation des stocks ralentit.	8
Les dépenses des administrations publiques plafonnent	8
L'investissement non résidentiel des entreprises s'accélère.	8
Les dépenses des consommateurs continuent de soutenir l'économie	8
La reprise des exportations stimule l'activité économique	8
Les bénéfices des sociétés dictent la croissance des revenus en termes nominaux	8
PIB par industrie, septembre 2006	9
PIB en termes de revenus et de dépenses	11
Investissement en construction résidentielle	11
Dépenses personnelles	11
Commerce international	12
Investissement en stocks	12
Investissement en usines et matériel	12
Revenu du travail (en termes nominaux).	13
Bénéfices des sociétés (en termes nominaux)	13
Comptes sectoriels (en termes nominaux)	13
Prix pour l'ensemble de l'économie.	13
PIB par industrie	19
Fort déclin du secteur de la fabrication	19
Chute d'activité dans le commerce de gros.	20
Recul de la production du secteur énergétique.	20
Faible progression de la construction	20
Les activités boursières et bancaires sont à la hausse	20
Troisième trimestre 2006.	21
Balance des paiements internationaux	24
Le surplus du compte courant légèrement en hausse.	24
Compte courant	24
Léger recul de l'excédent au chapitre des biens	24
Le déficit au chapitre du revenu de placements se referme	25
Nouvelle hausse légère du déficit des services.	25
Compte financier	26
Flambée d'investissements directs étrangers au Canada sous forme de prises de contrôle	26
Les investissements directs à l'étranger toujours soutenus	26
Record d'investissements en titres étrangers	26
Faible niveau d'investissements étrangers en titres canadiens	28
Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves	28

Comptes des flux financiers	31
Le secteur des ménages	31
Le secteur des sociétés	32
Le secteur des administrations publiques	32
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	38
Peu de gains de productivité au Canada en 2006.....	39
Alors que la productivité ralentit fortement aux États-Unis	39
Le recul de la productivité continue d'être principalement attribuable au secteur des biens.	39
En dépit du déclin de la productivité, la croissance du coût unitaire de main-d'oeuvre demeure modérée.	40
Stagnation de la productivité au troisième trimestre dans les deux pays	41
La stabilité du dollar canadien contribue à l'amélioration de la position compétitive des entreprises canadiennes	42
Bilan des investissements internationaux	47
Hausse globale de l'actif à l'étranger.	47
Passif : Saut des investissements directs étrangers	48
Avoirs étrangers en titres canadiens stables	48
Comptes du bilan national	50
La croissance de la valeur nette nationale s'accélère	50
La croissance de la valeur nette des ménages s'accélère	50
L'endettement des sociétés diminue	51
La dette des administrations publiques continue de diminuer	51
Baisse marquée de la dette extérieure nette	51

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie:

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2006.

PIB par industrie:

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2002.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 1997.

Aperçu

Troisième trimestre de 2006 et septembre 2006

Le rythme de l'activité économique est demeuré pratiquement inchangé au troisième trimestre, après la décélération prononcée du deuxième trimestre. Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,4 %, comparativement à 0,5 % et à 0,9 % aux deuxième et premier trimestres, respectivement. Au troisième trimestre de 2006, une reprise des exportations, une remontée de l'investissement non résidentiel des entreprises et une légère accélération des dépenses personnelles ont été neutralisées par une nouvelle baisse de l'investissement en construction résidentielle, ainsi qu'un ralentissement appréciable des dépenses courantes des administrations publiques et de l'accumulation des stocks.

Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)¹

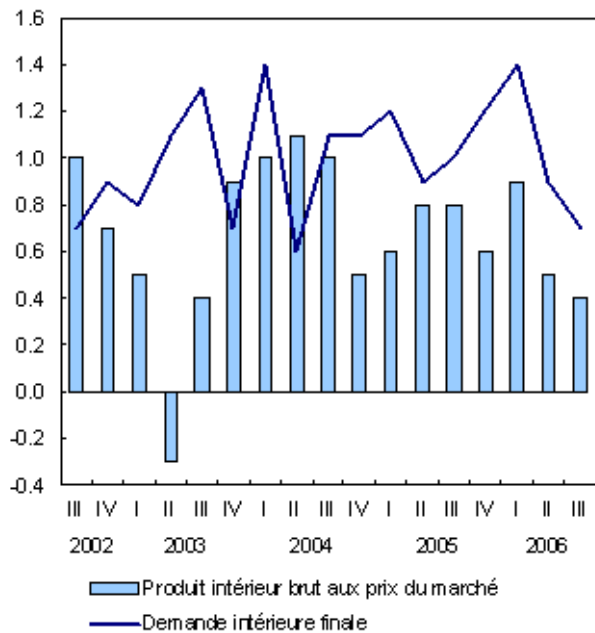
	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2005	0.6	2.2	3.2
Deuxième trimestre de 2005	0.8	3.4	3.0
Troisième trimestre de 2005	0.8	3.2	2.7
Quatrième trimestre de 2005	0.6	2.6	2.8
Premier trimestre de 2006	0.9	3.8	3.2
Deuxième trimestre de 2006	0.5	2.0	2.9
Troisième trimestre de 2006	0.4	1.7	2.5

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La production économique a reculé en septembre (-0,3 %), après avoir progressé en juillet (+0,2 %) et en août (+0,3 %). La production de biens a diminué fortement (-1,0 %) en septembre, tandis que l'activité dans le secteur des services est restée essentiellement inchangée.

La demande intérieure finale continue de progresser plus vite que le PIB

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



La vigueur persistante de l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et équipement, surtout une hausse en ouvrages de génie, et la reprise des exportations ont alimenté la croissance du PIB au troisième trimestre. Les exportations ont été soutenues par les ventes de biens et matériaux industriels, de machines et matériel, de produits de l'agriculture et de la pêche, ainsi que d'autres biens de consommation. Les dépenses de consommation, qui constituent un des facteurs de maintien de l'économie depuis plusieurs trimestres, se sont affermies légèrement au troisième trimestre.

La demande intérieure finale a continué de ralentir, limitée en grande partie par un deuxième déclin, plus prononcé, de l'investissement en construction résidentielle (-2,1 %) et un ralentissement de la croissance des dépenses des administrations publiques. Les entreprises ont continué d'accumuler des stocks, mais moins rapidement qu'au deuxième trimestre.

Note aux lecteurs

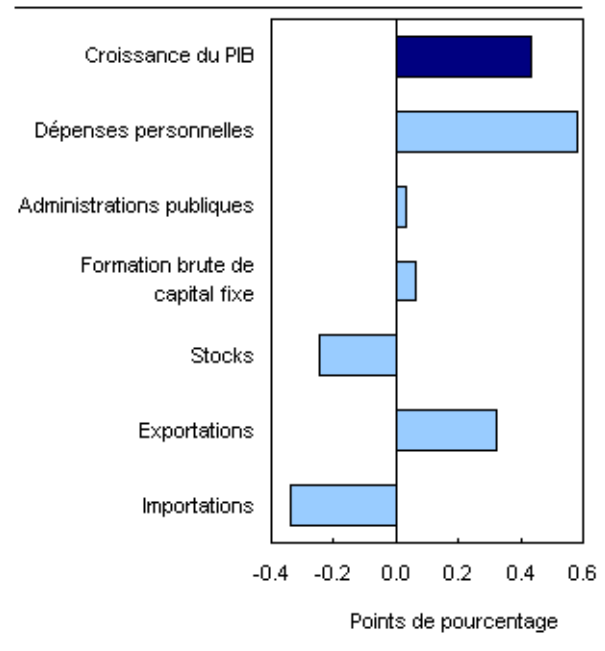
Les taux de croissance des statistiques des comptes des dépenses et par industrie (telles que les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculés à partir des mesures de volume, c'est-à-dire corrigées en fonction des effets de l'inflation. Les taux de croissance des statistiques des comptes des revenus (telles que le revenu du travail, les bénéfices des sociétés et les revenus agricoles) sont calculés à partir des mesures nominales, c'est-à-dire non corrigées en fonction des effets de l'inflation.

La croissance des industries productrices de services s'est atténuée durant le trimestre (+0,5 %), reflétant une activité plus faible ou réduite dans de nombreuses industries. L'activité est restée relativement vigoureuse dans les secteurs du commerce de gros et de détail et des services financiers. La production des industries productrices de biens a continué de baisser (-0,1 %), freinée par le secteur manufacturier et la foresterie. Le secteur de l'énergie a crû de 0,9 % au troisième trimestre, suite au rebondissement des activités d'exploration pétrolière et gazière et d'extraction de pétrole. La demande intérieure et la demande d'exportation ont soutenu la production manufacturière de machines et matériel.

La production industrielle (soit la production des usines, des mines et des services publics) a augmenté légèrement (+0,1 %) durant le trimestre, après un recul important au deuxième trimestre. Ce redressement a eu lieu sous l'impulsion des activités pétrolière, gazière et minière, la production manufacturière ayant diminué, tandis que celle des services publics est demeurée inchangée. Aux États-Unis, l'indice de production industrielle a fortement ralenti par rapport au deuxième trimestre.

L'économie a progressé à un taux annualisé de 1,7 % au troisième trimestre, soit un léger ralentissement par rapport à la progression de 2,0 % du trimestre précédent. La croissance de l'économie américaine s'est ralentie sensiblement pour s'établir à 2,2 % au troisième trimestre, reflétant la prolongation du repli du marché de l'habitation et l'accroissement des importations.

Contributions à la variation en pourcentage du PIB, troisième trimestre de 2006



Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont grimpé de 0,2 % durant le trimestre (de 0,4 % si l'on exclut l'énergie). Ce progrès est expliqué principalement par la hausse des prix des exportations, après deux baisses trimestrielles successives; cette hausse est surtout attribuable à l'accroissement des prix des biens et des matériaux industriels. Le prix de la demande intérieure finale a augmenté de 0,3 %, sous l'impulsion des prix plus élevés des dépenses courantes des administrations publiques en biens et services et de la formation brute de capital fixe. Toutefois, la croissance de l'indice de prix en chaîne pour les dépenses personnelles a été freinée par la réduction de 1 % de la taxe sur les produits et services entrée en vigueur le 1er juillet.

Produit intérieur brut réel, aux prix de base

	Avril 2006 ^f	Mai 2006 ^f	Juin 2006 ^f	Juillet 2006 ^f	Août 2006 ^f	Septembre 2006 ^P
Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (1997), variation mensuelle en %						
Ensemble des industries	0.1	0.1	-0.0	0.2	0.3	-0.3
Industries productrices de biens	-0.3	-0.5	-0.0	0.3	0.1	-1.0
Industries productrices de services	0.3	0.3	-0.0	0.2	0.4	-0.0
Production industrielle	-0.4	-0.6	0.1	0.6	0.1	-1.4
Fabrication	-0.8	-0.0	-0.1	0.1	-0.2	-1.4
Commerce de gros	0.3	1.5	-0.5	0.8	1.5	-2.1
Secteur de l'énergie	0.1	-1.5	0.2	1.4	0.4	-1.0

Le repli de la construction résidentielle se poursuit

Après un boom d'environ cinq ans dans le secteur de l'habitation, la deuxième baisse trimestrielle consécutive de l'investissement en construction résidentielle suggère une accalmie du marché de l'habitation. Le déclin plus prononcé de l'investissement en bâtiments résidentiels (-2,2 %) au troisième trimestre était le plus important enregistré pour cette composante depuis le premier trimestre de 1998. La construction résidentielle neuve a reculé de 3,3 % au troisième trimestre. Le marché de la vente a aussi fléchi sensiblement, comme en témoigne la baisse de 4,4 % des frais de transfert de propriété, et la production des agents immobiliers a diminué. Par ailleurs, les activités de rénovation ont progressé au troisième trimestre.

L'accumulation des stocks ralentit

Les entreprises non agricoles ont continué d'accumuler des stocks au troisième trimestre, mais plus lentement qu'au deuxième. L'accumulation de stocks de biens durables des fabricants s'est accélérée considérablement, tandis que les détaillants ont ajouté moins de biens durables à leurs stocks. L'accumulation des stocks des grossistes a également ralenti. Malgré la baisse de la production de véhicules automobiles, les stocks ont continué de s'accroître durant le trimestre, la croissance des importations ayant supplanté celle des ventes intérieures.

Les dépenses des administrations publiques plafonnent

Les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services ont fortement ralenti, reflétant principalement une diminution du nombre d'heures travaillées comparativement au deuxième trimestre. La réduction progressive des activités du Recensement de 2006 au troisième trimestre a contribué au ralentissement de la croissance des dépenses courantes des administrations publiques. L'investissement de ces dernières en formation de capital fixe n'a pour ainsi dire pas changé par rapport au deuxième trimestre.

L'investissement non résidentiel des entreprises s'accélère

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et équipement a continué de progresser d'un bon pas (+1,7 %). Les dépenses en machines et matériel ont crû à un rythme plus rapide (+2,2 %) qu'au deuxième trimestre, reflétant les dépenses importantes en machinerie industrielle, en camions, en logiciels ainsi qu'en ordinateurs et autre matériel de bureau.

L'investissement dans les projets de construction non résidentielle s'est accéléré (+1,2 %), sous l'impulsion de la construction d'ouvrages de génie.

Les dépenses des consommateurs continuent de soutenir l'économie

La hausse des dépenses des consommateurs (+1,0 %) durant le trimestre, particulièrement en biens durables, a été le principal facteur à l'origine de l'accroissement de la production du secteur du commerce de détail (+0,9 %).

Les dépenses en biens durables (+2,2 %) ont augmenté à un taux près de deux fois plus élevé qu'au deuxième trimestre, à la suite d'une reprise des achats de véhicules automobiles (+2,5 %). Cette reprise était partiellement attribuable aux mesures d'incitation des concessionnaires et aux faibles taux de financement. La forte croissance des dépenses en fourgonnettes et camions neufs (+3,7 %) s'est concentrée en juillet et en août.

Les dépenses en biens semi-durables et non durables ont ralenti au troisième trimestre, neutralisant partiellement l'effet de l'essor des dépenses en véhicules automobiles. Toutefois, les dépenses en services ont repris, notamment en raison de l'accroissement des dépenses en voyages.

La reprise des exportations stimule l'activité économique

Les exportations de biens et de services se sont redressées (+0,9 %) après avoir décliné pendant deux trimestres consécutifs. Alors que les exportations de services ont baissé, les exportations de biens se sont accrues de 1,2 %. Les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche, de biens et de matériaux industriels, de machines et matériel (notamment d'aéronefs, de moteurs et de pièces) et d'autres biens de consommation ont toutes connu une hausse importante.

Les exportations de produits automobiles ont régressé (-6,7 %) pour le troisième trimestre consécutif, reflétant le fléchissement de la production de véhicules automobiles, certaines usines canadiennes de construction d'automobiles ayant subi des fermetures prolongées ou irrégulières. Par contre, les importations de produits automobiles ont été vigoureuses (+4,4 %), prolongeant leur tendance à la hausse.

Les bénéfices des sociétés dictent la croissance des revenus en termes nominaux

Les bénéfices des sociétés ont progressé de 2,7 % au troisième trimestre, en forte hausse par rapport au deuxième trimestre. La vigueur des bénéfices provient principalement du secteur de la fabrication des produits du pétrole et du charbon, du transport aérien ainsi que des banques à charte. L'excédent des sociétés (prêt net au reste de l'économie) affichait une hausse prononcée dans le secteur des sociétés non financières.

Le revenu du travail a augmenté de 1,1 % au troisième trimestre. Les taux de croissance enregistrés au premier et au deuxième trimestres ont été touchés par un paiement spécial important fait au premier trimestre en vue de réduire un déficit actuariel d'un régime de retraite d'employeur offert par une administration publique.

Les traitements et salaires ont enregistré une hausse de 1,1 %, un peu plus faible que l'accroissement moyen (+1,5 %) au cours des six trimestres précédents, le chômage ayant augmenté légèrement. La vigueur soutenue de l'extraction minière, pétrolière et gazière et de la construction a contribué à la croissance des traitements et salaires (+1,0 %) dans le secteur des industries productrices de biens. Les traitements et salaires ont également augmenté dans le secteur des industries productrices de services (+1,1 %), sous l'impulsion des secteurs des services professionnels et personnels.

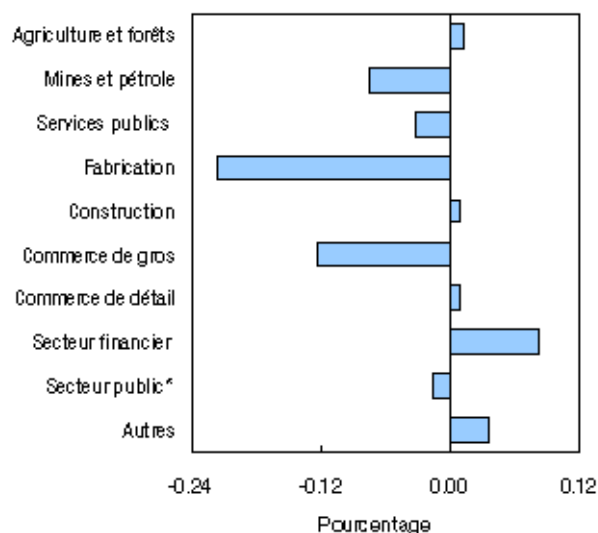
PIB par industrie, septembre 2006

L'économie canadienne s'est repliée de 0,3 % en septembre, alors qu'elle avait connu une croissance de 0,3 % en août et de 0,2 % en juillet. À l'exception de la chute d'activité économique enregistrée en août 2003, laquelle était principalement attribuable à une panne d'électricité en Ontario, il faut remonter en mars 2002 (-0,4 %) pour relever une baisse mensuelle de cet ordre. Des événements particuliers ont limité la croissance en septembre, tels une grève dans le secteur minier au Labrador et la fin des activités de collecte du Recensement de 2006.

La production de biens, qui a montré des signes de faiblesse depuis le début de l'année, a décliné de 1,0 % en septembre, alors que les industries de services sont demeurées stables. Des baisses dans la fabrication, dans le commerce de gros ainsi que dans le secteur de l'énergie n'ont été compensées que partiellement par la vigueur des secteurs de la finance, de l'hébergement et de la restauration.

La production manufacturière reculait de 1,4 % en septembre. Il s'agit de la huitième baisse mensuelle depuis le début de l'année. Parmi les 21 groupes majeurs, 16 d'entre eux représentant 82 % de la production manufacturière totale ont réduit leur production. Les plus importantes diminutions se sont manifestées dans la fabrication de matériel de transport, de produits chimiques et métalliques et de machinerie, ainsi que dans les activités d'impression.

Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale – septembre 2006



* Éducation, santé et administrations publiques.

Après deux mois de croissance soutenue, le commerce de gros a chuté de 2,1 %. Le repli a été généralisé, mais les grossistes de produits automobiles et de machines et fournitures électroniques ont enregistré les baisses les plus marquées. Le commerce de détail n'a progressé que de 0,2 % en septembre, retenu par une forte baisse des ventes de véhicules automobiles neufs.

Le secteur énergétique a baissé de 1,0 % principalement en raison d'un repli de la production de gaz naturel et d'une baisse de la production d'électricité. L'affaiblissement des prix et le niveau élevé des stocks de gaz naturel ont grandement contribué à ce recul.

La production industrielle, soit celle des mines, des services publics et de la fabrication, a chuté de 1,4 %, alors que les trois secteurs étaient à la baisse. La production industrielle aux États-Unis diminuait également (-0,6 %) en septembre, seul le secteur minier étant à la hausse.

Le secteur de la finance et des assurances progressait de 0,8 % en septembre sous l'effet de la vigueur des activités bancaires et de prêts (+1,0 %) et d'un regain d'activité des courtiers en valeurs mobilières. D'autre part, les courtiers immobiliers ont, quant à eux, connu un cinquième recul mensuel d'affilée, suivant ainsi le repli du marché de la revente de maisons constaté depuis mars dernier.

Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	682 340	694 340	703 668	721 092	723 040	730 884	651 888	688 150
	<i>1,5</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>2,5</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>5,0</i>	<i>5,6</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	183 704	192 368	202 812	195 676	196 924	202 236	171 323	189 455
	<i>2,7</i>	<i>4,7</i>	<i>5,4</i>	<i>-3,5</i>	<i>0,6</i>	<i>2,7</i>	<i>18,3</i>	<i>10,6</i>
Intérêts et revenus divers de placements	57 036	60 392	67 724	64 912	64 528	64 148	54 084	60 403
	<i>1,0</i>	<i>5,9</i>	<i>12,1</i>	<i>-4,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>8,9</i>	<i>11,7</i>
Revenu net des entreprises individuelles	85 764	86 556	86 988	87 224	87 872	88 396	84 084	86 206
	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>7,3</i>	<i>2,5</i>
Impôts moins subventions	155 740	156 352	157 024	160 252	162 468	159 144	148 564	155 297
	<i>2,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>1,4</i>	<i>-2,0</i>	<i>5,8</i>	<i>4,5</i>
Revenu personnel disponible	781 652	793 836	802 164	829 968	825 920	837 456	755 931	787 524
	<i>1,2</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>3,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>4,7</i>	<i>4,2</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	1,0	1,3	1,3	3,1	1,2	1,5	2,6	1,2

Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	661 391	665 602	671 517	679 363	685 789	692 936	638 825	663 583
	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>3,3</i>	<i>3,9</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	216 627	218 239	220 622	222 442	225 106	225 475	211 883	217 689
	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>3,0</i>	<i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe	258 014	264 002	269 080	275 450	276 684	277 477	244 221	261 572
	<i>1,1</i>	<i>2,3</i>	<i>1,9</i>	<i>2,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>8,0</i>	<i>7,1</i>
Investissement en stocks	14 503	14 992	14 937	11 594	18 464	15 223	9 767	15 514

Exportations de biens et services	464 866	474 439	481 889	477 301	475 240	479 431	462 239	472 037
	<i>-0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>5,2</i>	<i>2,1</i>
Importations de biens et services	463 089	475 574	490 041	487 613	497 744	502 714	442 421	474 040
	<i>-0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>3,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,1</i>	<i>1,0</i>	<i>8,2</i>	<i>7,1</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 153 623	1 162 822	1 170 239	1 181 074	1 187 051	1 192 200	1 124 688	1 157 705
	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>3,3</i>	<i>2,9</i>
PIB aux prix de base, par industrie								
Industries productrices de biens	329 975	333 441	336 007	336 477	333 832	333 479	325 202	331 595
	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,9</i>	<i>2,0</i>
Production industrielle	242 415	244 563	246 320	245 266	242 927	243 156	241 141	243 485
	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,1</i>	<i>1,8</i>	<i>1,0</i>
Secteur de l'énergie	63 187	64 427	65 102	64 427	64 323	64 931	62 812	63 767
	<i>1,3</i>	<i>2,0</i>	<i>1,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>
Fabrication	174 480	175 190	176 357	176 201	173 729	172 819	173 726	174 987
	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,9</i>	<i>0,7</i>
Fabrication de biens non durables	71 345	71 455	71 169	70 566	69 741	69 415	72 158	71 317
	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,2</i>
Fabrication de biens durables	102 977	103 581	105 050	105 511	103 861	103 275	101 380	103 516
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,8</i>	<i>2,1</i>
Construction	63 029	64 014	65 518	67 177	67 320	67 426	60 228	63 689
	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>2,3</i>	<i>2,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>6,4</i>	<i>5,7</i>
Industries productrices de services	729 617	735 726	741 062	749 287	756 063	760 181	709 800	732 506
	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>3,2</i>	<i>3,2</i>
Commerce de gros	65 579	66 506	67 920	69 810	70 905	71 845	61 721	65 997
	<i>2,5</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>2,8</i>	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>5,3</i>	<i>6,9</i>
Commerce de détail	62 227	62 355	62 752	64 164	65 425	66 040	59 454	62 219
	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>2,3</i>	<i>2,0</i>	<i>0,9</i>	<i>3,8</i>	<i>4,7</i>
Transport et entreposage	50 766	51 671	52 073	52 436	52 773	52 783	49 528	51 241
	<i>0,6</i>	<i>1,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>4,2</i>	<i>3,5</i>
Finance, assurances, services immobiliers et de location	213 249	214 923	216 331	218 524	220 694	222 596	206 434	213 985
	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>4,1</i>	<i>3,7</i>
Technologies de l'information et des communications	62 189	62 834	63 271	64 085	64 690	65 256	59 298	62 359
	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>3,2</i>	<i>5,2</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

PIB en termes de revenus et de dépenses

Troisième trimestre de 2006

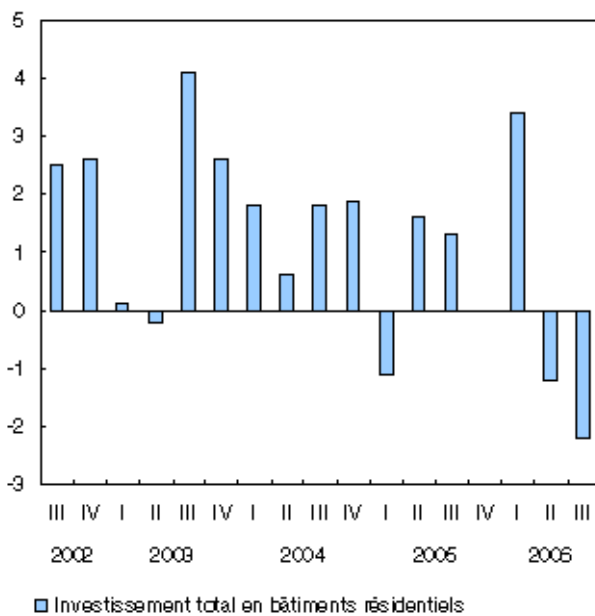
Le rythme de l'activité économique est demeuré pratiquement inchangé au troisième trimestre, après la décélération prononcée du deuxième trimestre. Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,4 %, comparativement à 0,5 % et à 0,9 % aux deuxième et premier trimestres, respectivement. Au troisième trimestre de 2006, une reprise des exportations, une remontée de l'investissement non résidentiel des entreprises et une légère accélération des dépenses personnelles ont été neutralisées par une nouvelle baisse de l'investissement en construction résidentielle, ainsi qu'un ralentissement appréciable des dépenses courantes des administrations publiques et de l'accumulation des stocks.

Investissement en construction résidentielle

L'investissement total en construction résidentielle a chuté de 2,2 % au troisième trimestre après le déclin de 1,2 % enregistré au deuxième trimestre. Cette diminution reflète la baisse de la valeur de la construction résidentielle neuve et un marché de la revente moins vigoureux.

L'investissement dans l'habitation fléchit

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



Les mises en chantier ont encore fléchi au troisième trimestre pour s'établir à 219,6 milliers d'unités par rapport à 248,0 et 228,9 aux premier et deuxième trimestres respectivement. Ce déclin est attribuable à la diminution des mises en chantier de logements multiples, lesquelles ont atteint en septembre leur niveau le plus bas depuis juillet 2004. Malgré ce ralentissement, l'investissement en

construction résidentielle pour les neuf premiers mois de 2006 demeure vigoureux, les mises en chantier étant 1,4% plus nombreuses que pour la même période l'an dernier.

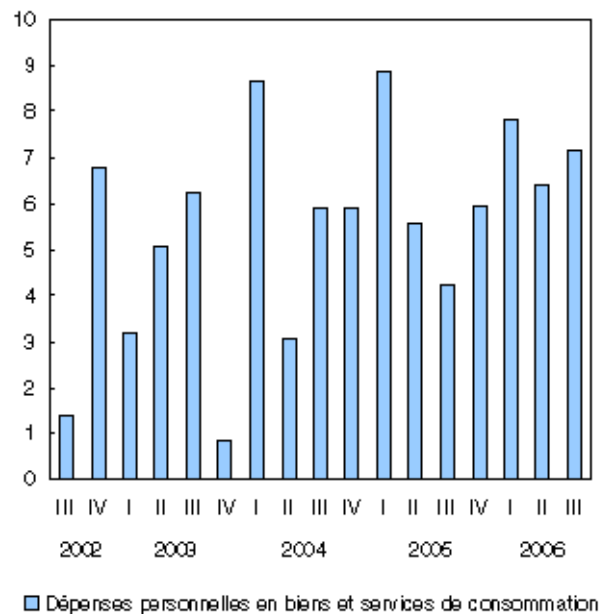
Les coûts de transfert de propriété ont fortement diminué (-4,4 %) faisant suite à une baisse au second trimestre (-2,4 %). Les dépenses en rénovations ont augmenté de 0,9 % après une hausse de 0,1 % au deuxième trimestre.

Dépenses personnelles

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation ont crû de 1,0 %, soit un peu plus qu'au trimestre précédent (+0,9 %). Cette croissance est surtout due à l'augmentation des dépenses en services (+0,9 %) et en biens durables (+2,2 %). L'impact de cette augmentation sur la variation totale des dépenses des ménages a toutefois été atténué par un ralentissement de la croissance des dépenses en biens non durables et semi-durables tels que les aliments, boissons et tabac ainsi que les vêtements et chaussures.

Les dépenses de consommation affichent une légère augmentation

Variation trimestrielle, millions de dollars enchaînés (1997)



La croissance des dépenses personnelles en biens durables provient principalement de l'augmentation de 2,5 % des achats de véhicules automobiles neufs et d'occasion. La vigueur du marché des véhicules neufs en juillet et août a surpassé la baisse enregistrée en septembre. Cette augmentation est attribuable aux programmes d'incitation des concessionnaires tels que les programmes de vente aux «prix des employés», les remises en argent comptant et le financement à faible taux d'intérêt. En termes unitaires, les ventes totales de véhicules automobiles neufs ont progressé de 3,7 % au troisième trimestre après un léger recul de 0,7 % au trimestre précédent. Outre les véhicules automobiles, les consommateurs ont aussi dépensé 1,2 % de plus en meubles, équipement ménager et fournitures d'entretien au troisième trimestre qu'au second.

L'augmentation des dépenses personnelles en services a été atténuée par les dépenses en services de loisirs qui ont continué de s'affaiblir pour un troisième trimestre consécutif. Cette faiblesse est due principalement à la diminution des dépenses en jeux de hasard.

Commerce international

Après deux trimestres de déclin, les exportations ont augmenté de 0,9 % au troisième trimestre tandis que la croissance des importations a ralenti.

Les exportations de biens ont repris de la vigueur (+1,2 %), après deux trimestres consécutifs de décroissance. La hausse au troisième trimestre est essentiellement attribuable à la croissance des exportations de biens et matériaux industriels (+4,8 %) et de machines et matériel (+3,7 %). Une augmentation de 21 % des exportations d'aéronefs, de moteurs et de pièces a été enregistrée. Les hausses des exportations ont toutefois été partiellement atténuées par un troisième recul consécutif des exportations de produits automobiles (-6,7 %) alors que certaines usines de fabrication dans ce secteur ont effectué des fermetures prolongées ou irrégulières. Les exportations de services ont baissé de 1,4 % au troisième trimestre, surtout à cause de la diminution des exportations de services commerciaux (-1,8 %) et de voyage (-2,4 %).

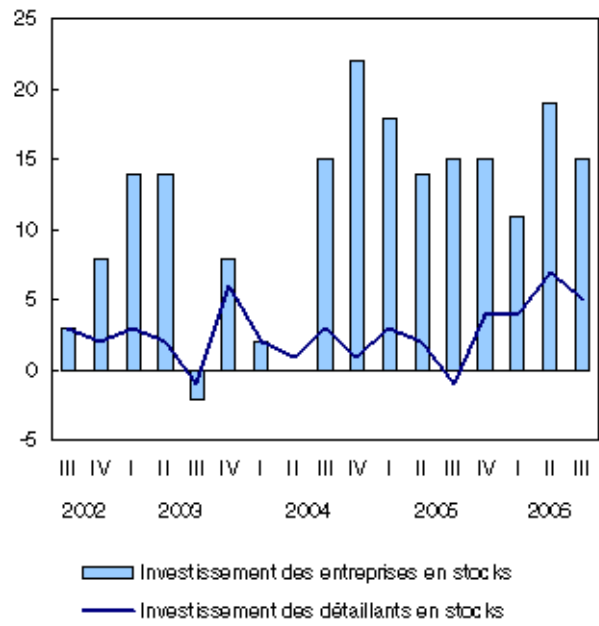
La croissance des importations provient essentiellement de l'achat de biens (+1,5 %). Cette hausse est principalement attribuable à la croissance des importations de produits automobiles (+4,4 %) et de machines et matériel (+2,9 %). À l'exception du premier trimestre de 2006, les importations de machines et matériel ont maintenu une croissance constante pendant 3 ans et demi. Les importations de pétrole brut sont demeurées fortes au troisième trimestre (+9,0 %). Cette croissance a suffi à compenser la diminution des importations de dérivés du pétrole et du charbon. Les importations de services ont diminué de 1,4 % au troisième trimestre dû surtout à la baisse des importations de services commerciaux (-3,7 %).

Investissement en stocks

L'investissement en stocks non agricoles a poursuivi son augmentation au troisième trimestre mais à un rythme plus faible qu'au second. L'investissement en stocks des grossistes de machines et matériel et celui des détaillants ont connu une accumulation moins rapide. L'accumulation des stocks des fabricants de biens durables s'est accélérée et elle était particulièrement prononcée pour les produits finis.

L'investissement des entreprises en stocks baisse alors que les détaillants accumulent moins de stocks

Milliards de dollars enchaînés (1997)



Investissement en usines et matériel

Les entreprises ont continué d'augmenter leur investissement en usines et matériel de 1,7 % au troisième trimestre, après une hausse de 1,3 % au deuxième. Le taux de croissance de l'investissement s'est accéléré après un léger ralentissement au second trimestre.

L'investissement des entreprises en machines et matériel s'est accru de 2,2 %. Cette augmentation provient essentiellement de la vigueur de l'investissement en machinerie industrielle, en camions, en logiciels ainsi qu'en ordinateurs et autre matériel de bureau.

L'activité de construction d'ouvrages de génie s'est accélérée au troisième trimestre avec une croissance de 1,9 %. Cette augmentation a plus que contrebalancé le déclin de 0,6 % de la construction de bâtiments non résidentiels.

Revenu du travail (en termes nominaux)

La croissance du revenu du travail au troisième trimestre a été de 1,1 %, alors que celles des premier et deuxième trimestres ont été touchées par un paiement spécial important au premier trimestre qui était destiné à réduire un déficit actuariel d'un régime de retraite d'employeur offert par une administration publique.

Les salaires et traitements ont augmenté de 1,1 %, soit une hausse légèrement inférieure au taux moyen de 1,5 % des six trimestres précédents. La vigueur soutenue des industries de l'extraction minière, pétrolière et gazière et de la construction a contribué à la hausse de 1,0 % de l'ensemble des industries de biens. L'ensemble des industries de services a également progressé (+1,1 %) avec, en tête, l'industrie des services professionnels et personnels.

Bénéfices des sociétés (en termes nominaux)

La croissance des bénéfices des sociétés s'est élevée à 2,7 % durant le troisième trimestre suivant une croissance de 0,6 % au second trimestre et un déclin de 3,5 % au premier. Les bénéfices ont ainsi presque rejoint le niveau record qu'ils avaient atteint au quatrième trimestre de 2005. La croissance des bénéfices a été particulièrement élevée dans les industries de la fabrication de produits du pétrole et du charbon, du transport aérien et des banques à charte. L'augmentation des bénéfices a été partiellement atténuée par une faiblesse dans l'industrie de la fabrication de véhicules automobiles et de pièces ainsi que l'industrie de l'hébergement et des services de restauration.

Comptes sectoriels (en termes nominaux)

Le taux d'épargne personnelle s'est situé à 1,5 %, en hausse au troisième trimestre après une chute au deuxième trimestre. L'investissement dans l'acquisition de capital par le secteur personnel a continué de dépasser l'épargne. Le crédit à la consommation, incluant le financement de nouveaux véhicules, a augmenté alors que les emprunts hypothécaires ont ralenti suite à la diminution de l'activité sur le marché immobilier.

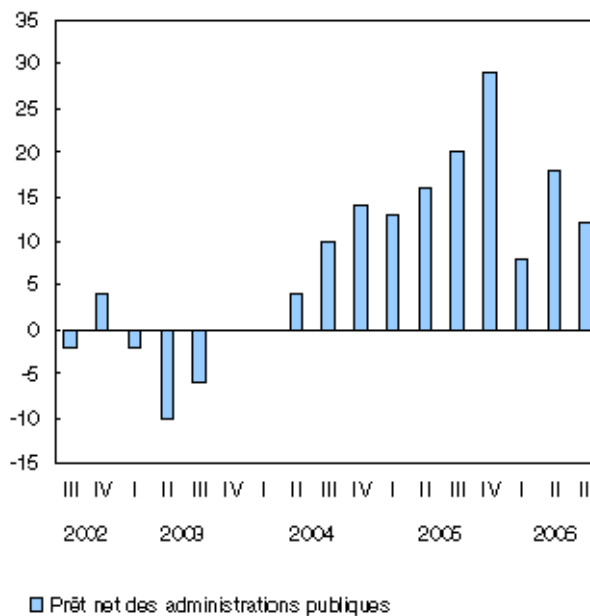
Les prêts nets accordés par le secteur corporatif ont crû de 8,5 % avec une croissance forte dans les bénéfices non répartis et un ralentissement des acquisitions de capital non financier. Le secteur corporatif avait été historiquement un emprunteur auprès des autres secteurs, mais génère depuis plus de cinq ans une séquence de surplus trimestriels.

L'administration fédérale devient un emprunteur net au troisième trimestre pour la première fois en six trimestres (sur une base désaisonnalisée et de comptabilité nationale) et affiche une baisse significative des revenus en impôts sur les produits, reflétant la réduction de 1 % du taux de la taxe sur les produits et services (TPS) en vigueur le 1er juillet 2006. De plus, les dépenses de l'administration fédérale ont gonflé suite aux transferts

spéciaux de \$4.0 milliards aux provinces et territoires en vertu du projet de loi C-48 et pour les services de garderie et de l'enseignement à la petite enfance et aux nouveaux transferts aux personnes de \$0.6 milliard pour le Plan universel pour la garde d'enfants. Tous les paliers d'administrations publiques combinés continuent d'être des prêteurs nets aux autres secteurs de l'économie.

Les administrations continuent d'enregistrer un excédent

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Prix pour l'ensemble de l'économie

Les prix pour l'ensemble de l'économie, tels que mesurés par l'indice de prix pour le PIB, ont augmenté de 0,2 % au cours du troisième trimestre après un déclin de 0,1 % au deuxième trimestre. Les prix des exportations et des importations ont enregistré une croissance au cours du troisième trimestre. Les prix des exportations sont en hausse avec des augmentations soutenues dans les prix des biens et matériaux industriels. La diminution de 1 % du taux de la TPS a tempéré la croissance de l'indice de prix en chaîne pour les dépenses personnelles.

Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	682 340 <i>1,5</i>	694 340 <i>1,8</i>	703 668 <i>1,3</i>	721 092 <i>2,5</i>	723 040 <i>0,3</i>	730 884 <i>1,1</i>	651 888 <i>5,0</i>	688 150 <i>5,6</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	183 704 <i>2,7</i>	192 368 <i>4,7</i>	202 812 <i>5,4</i>	195 676 <i>-3,5</i>	196 924 <i>0,6</i>	202 236 <i>2,7</i>	171 323 <i>18,3</i>	189 455 <i>10,6</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	14 228 <i>4,7</i>	14 596 <i>2,6</i>	15 516 <i>6,3</i>	13 332 <i>-14,1</i>	13 316 <i>-0,1</i>	13 668 <i>2,6</i>	12 508 <i>1,8</i>	14 481 <i>15,8</i>
Intérêts et revenus divers de placements	57 036 <i>1,0</i>	60 392 <i>5,9</i>	67 724 <i>12,1</i>	64 912 <i>-4,2</i>	64 528 <i>-0,6</i>	64 148 <i>-0,6</i>	54 084 <i>8,9</i>	60 403 <i>11,7</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 612 <i>-30,3</i>	1 580 <i>-2,0</i>	1 320 <i>-16,5</i>	520 <i>-60,6</i>	248 <i>-52,3</i>	208 <i>-16,1</i>	3 256 <i>137,1</i>	1 706 <i>-47,6</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	84 152 <i>1,1</i>	84 976 <i>1,0</i>	85 668 <i>0,8</i>	86 704 <i>1,2</i>	87 624 <i>1,1</i>	88 188 <i>0,6</i>	80 828 <i>5,0</i>	84 500 <i>4,5</i>
Ajustement de la valeur des stocks	-1 944 ...	2 976 ...	-1 200 ...	2 044 ...	136 ...	-3 728 ...	-1 574 ...	-326 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	61 404 <i>2,4</i>	61 848 <i>0,7</i>	62 376 <i>0,9</i>	62 960 <i>0,9</i>	63 896 <i>1,5</i>	64 304 <i>0,6</i>	59 099 <i>5,4</i>	61 402 <i>3,9</i>
Produit intérieur net aux prix de base	1 082 532 <i>1,6</i>	1 113 076 <i>2,8</i>	1 137 884 <i>2,2</i>	1 147 240 <i>0,8</i>	1 149 712 <i>0,2</i>	1 159 908 <i>0,9</i>	1 031 412 <i>6,7</i>	1 099 771 <i>6,6</i>
Impôts moins subventions, sur produits	94 336 <i>2,4</i>	94 504 <i>0,2</i>	94 648 <i>0,2</i>	97 292 <i>2,8</i>	98 572 <i>1,3</i>	94 840 <i>-3,8</i>	89 465 <i>6,0</i>	93 895 <i>5,0</i>
Provisions pour consommation de capital	176 156 <i>1,1</i>	178 216 <i>1,2</i>	180 692 <i>1,4</i>	182 740 <i>1,1</i>	184 768 <i>1,1</i>	186 656 <i>1,0</i>	169 858 <i>4,7</i>	177 322 <i>4,4</i>
Divergence statistique	-464 ...	512 ...	896 ...	-236 ...	-256 ...	-596 ...	53 ...	437 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 352 560 <i>1,5</i>	1 386 308 <i>2,5</i>	1 414 120 <i>2,0</i>	1 427 036 <i>0,9</i>	1 432 796 <i>0,4</i>	1 440 808 <i>0,6</i>	1 290 788 <i>6,4</i>	1 371 425 <i>6,2</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	756 184	765 928	773 792	785 916	797 132	805 632	719 869	760 380
	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>1,1</i>	<i>4,9</i>	<i>5,6</i>
Biens durables	99 216	100 184	100 048	102 900	103 324	104 908	94 502	99 436
	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,9</i>	<i>0,4</i>	<i>1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>5,2</i>
Biens semi-durables	63 164	63 160	63 732	65 728	66 904	67 376	60 632	63 151
	<i>1,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>3,1</i>	<i>1,8</i>	<i>0,7</i>	<i>3,7</i>	<i>4,2</i>
Biens non durables	187 404	191 444	192 084	193 312	197 488	198 588	177 640	188 870
	<i>1,5</i>	<i>2,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>2,2</i>	<i>0,6</i>	<i>5,5</i>	<i>6,3</i>
Services	406 400	411 140	417 928	423 976	429 416	434 760	387 095	408 923
	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>5,7</i>	<i>5,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	262 928	266 552	269 108	280 608	280 088	282 328	249 779	264 242
	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>4,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>4,3</i>	<i>5,8</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	33 744	34 572	35 708	36 404	37 052	37 508	31 553	34 237
	<i>2,5</i>	<i>2,5</i>	<i>3,3</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>4,9</i>	<i>8,5</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	72	-36	44	128	-100	-124	21	27
Formation brute de capital fixe des entreprises	247 204	252 176	257 756	264 812	267 572	270 512	229 787	249 811
	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>2,2</i>	<i>2,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>10,7</i>	<i>8,7</i>
Bâtiments résidentiels	88 632	89 980	91 408	95 880	96 936	96 644	82 972	89 101
	<i>2,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>4,9</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>14,0</i>	<i>7,4</i>
Ouvrages non résidentiels et équipement	158 572	162 196	166 348	168 932	170 636	173 868	146 815	160 710
	<i>1,8</i>	<i>2,3</i>	<i>2,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,9</i>	<i>8,8</i>	<i>9,5</i>
Ouvrages non résidentiels	68 176	70 632	73 320	75 412	77 220	79 176	61 600	69 606
	<i>2,8</i>	<i>3,6</i>	<i>3,8</i>	<i>2,9</i>	<i>2,4</i>	<i>2,5</i>	<i>13,2</i>	<i>13,0</i>
Machines et matériel	90 396	91 564	93 028	93 520	93 416	94 692	85 215	91 104
	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,4</i>	<i>5,9</i>	<i>6,9</i>
Investissement des entreprises en stocks	10 176	9 772	10 652	7 912	14 864	11 444	6 216	11 158

Non agricoles	9 360	9 628	10 328	8 392	16 024	12 180	4 755	10 566

Agricultures	816	144	324	-480	-1 160	-736	1 461	592

Exportations de biens et services	506 224	526 944	547 276	524 844	518 628	526 196	494 578	519 680
	<i>1,6</i>	<i>4,1</i>	<i>3,9</i>	<i>-4,1</i>	<i>-1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>7,1</i>	<i>5,1</i>
Biens	439 780	460 384	480 232	458 488	451 140	459 216	429 122	453 062
	<i>1,8</i>	<i>4,7</i>	<i>4,3</i>	<i>-4,5</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,8</i>	<i>7,6</i>	<i>5,6</i>
Services	66 444	66 560	67 044	66 356	67 488	66 980	65 456	66 618
	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>4,4</i>	<i>1,8</i>
Moins: Importations de biens et services	464 440	469 084	479 320	473 824	482 692	493 280	440 963	467 673
	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>2,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>2,2</i>	<i>5,9</i>	<i>6,1</i>
Biens	384 732	389 968	398 256	391 984	399 520	410 240	363 639	388 210
	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,9</i>	<i>2,7</i>	<i>6,1</i>	<i>6,8</i>
Services	79 708	79 116	81 064	81 840	83 172	83 040	77 324	79 463
	<i>2,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,5</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>4,7</i>	<i>2,8</i>
Divergence statistique	468	-516	-896	236	252	592	-52	-437

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 352 560	1 386 308	1 414 120	1 427 036	1 432 796	1 440 808	1 290 788	1 371 425
	<i>1,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>6,4</i>	<i>6,2</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 300 060</i>	<i>1 319 228</i>	<i>1 336 364</i>	<i>1 367 740</i>	<i>1 381 844</i>	<i>1 395 980</i>	<i>1 230 988</i>	<i>1 308 670</i>
	<i>1,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>2,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>5,8</i>	<i>6,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	661 391	665 602	671 517	679 363	685 789	692 936	638 825	663 583
	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>3,3</i>	<i>3,9</i>
Biens durables	103 115	103 969	103 874	106 909	108 218	110 556	97 472	103 130
	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,9</i>	<i>1,2</i>	<i>2,2</i>	<i>2,5</i>	<i>5,8</i>
Biens semi-durables	61 254	61 141	62 049	64 084	65 486	66 263	58 664	61 239
	<i>1,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>3,3</i>	<i>2,2</i>	<i>1,2</i>	<i>4,1</i>	<i>4,4</i>
Biens non durables	146 311	146 511	146 747	146 669	148 118	149 102	143 176	146 401
	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>2,1</i>	<i>2,3</i>
Services	352 270	355 619	360 507	364 078	366 511	369 902	340 450	354 357
	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>3,9</i>	<i>4,1</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	216 627	218 239	220 622	222 442	225 106	225 475	211 883	217 689
	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>3,0</i>	<i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	31 845	32 469	33 507	34 051	34 333	34 376	30 257	32 320
	<i>1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>3,2</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>3,3</i>	<i>6,8</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	60	-28	36	104	-80	-100	19	23

Formation brute de capital fixe des entreprises	226 187	231 549	235 599	241 419	242 374	243 123	213 984	229 271
	<i>1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>1,7</i>	<i>2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>8,6</i>	<i>7,1</i>
Bâtiments résidentiels	67 928	68 846	68 848	71 172	70 300	68 807	66 002	68 127
	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,0</i>	<i>3,4</i>	<i>-1,2</i>	<i>-2,1</i>	<i>7,8</i>	<i>3,2</i>
Ouvrages non résidentiels et équipement	158 158	162 813	167 251	170 543	172 807	175 749	147 387	161 270
	<i>0,8</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>	<i>2,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>9,1</i>	<i>9,4</i>
Ouvrages non résidentiels	54 858	56 292	57 912	59 089	59 528	60 215	51 679	55 777
	<i>1,5</i>	<i>2,6</i>	<i>2,9</i>	<i>2,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>7,4</i>	<i>7,9</i>
Machines et matériel	103 896	107 215	110 011	112 120	114 146	116 613	96 072	106 169
	<i>0,3</i>	<i>3,2</i>	<i>2,6</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>2,2</i>	<i>10,3</i>	<i>10,5</i>
Investissement des entreprises en stocks	14 431	15 024	14 892	11 471	18 559	15 340	9 747	15 485

Non agricoles	11 263	12 172	11 809	9 749	17 380	13 852	6 494	12 398

Agricultures	2 616	2 226	2 473	878	5	383	2 887	2 489

Exportations de biens et services	464 866	474 439	481 889	477 301	475 240	479 431	462 239	472 037
	<i>-0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>5,2</i>	<i>2,1</i>
Biens	405 291	415 328	422 567	418 378	415 560	420 667	402 699	412 615
	<i>-0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>1,7</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>5,5</i>	<i>2,5</i>
Services	59 757	59 327	59 542	59 140	59 866	59 005	59 687	59 624
	<i>-0,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,4</i>	<i>3,4</i>	<i>-0,1</i>
Moins: Importations de biens et services	463 089	475 574	490 041	487 613	497 744	502 714	442 421	474 040
	<i>-0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>3,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,1</i>	<i>1,0</i>	<i>8,2</i>	<i>7,1</i>
Biens	392 943	405 171	417 833	413 972	423 217	429 543	373 891	403 554
	<i>-1,3</i>	<i>3,1</i>	<i>3,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>1,5</i>	<i>8,4</i>	<i>7,9</i>
Services	70 126	70 611	72 471	73 638	74 620	73 587	68 294	70 652
	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>2,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,4</i>	<i>7,2</i>	<i>3,5</i>
Divergence statistique	399	-433	-741	195	209	490	-52	-366

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 153 623	1 162 822	1 170 239	1 181 074	1 187 051	1 192 200	1 124 688	1 157 705
	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>3,3</i>	<i>2,9</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 134 660</i>	<i>1 146 247</i>	<i>1 159 485</i>	<i>1 175 261</i>	<i>1 185 689</i>	<i>1 193 952</i>	<i>1 093 982</i>	<i>1 141 343</i>
	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>4,2</i>	<i>4,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilise des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, Dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	3,4	2,6	3,6	4,8	3,8	4,2	3,3	3,9
Biens durables	6,3	3,4	-0,4	12,2	5,0	8,9	2,5	5,8
Biens semi-durables	5,0	-0,7	6,1	13,8	9,0	4,8	4,1	4,4
Biens non durables	0,8	0,5	0,6	-0,2	4,0	2,7	2,1	2,3
Services	3,8	3,9	5,6	4,0	2,7	3,8	3,9	4,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	2,6	3,0	4,4	3,3	4,9	0,7	3,0	2,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5,0	8,1	13,4	6,7	3,4	0,5	3,3	6,8
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	36	-88	64	68	-184	-20	5	4
Formation brute de capital fixe des entreprises	4,4	9,8	7,2	10,3	1,6	1,2	8,6	7,1
Bâtiments résidentiels	6,4	5,5	0,0	14,2	-4,8	-8,2	7,8	3,2
Ouvrages non résidentiels et équipement	3,4	12,3	11,4	8,1	5,4	7,0	9,1	9,4
Ouvrages non résidentiels	6,1	10,9	12,0	8,4	3,0	4,7	7,4	7,9
Machines et matériel	1,3	13,4	10,8	7,9	7,4	8,9	10,3	10,5
Investissement des entreprises en stocks[2]	-3 163	593	-132	-3 421	7 088	-3 219	1 075	5 739
Non agricoles[2]	-3 085	909	-363	-2 060	7 631	-3 528	1 515	5 904
Agricultures[2]	-26	-390	247	-1 595	-873	378	-610	-398
Exportations de biens et services	-1,8	8,5	6,4	-3,8	-1,7	3,6	5,2	2,1
Biens	-1,9	10,3	7,2	-3,9	-2,7	5,0	5,5	2,5
Services	-0,7	-2,8	1,5	-2,7	5,0	-5,6	3,4	-0,1
Moins: Importations de biens et services	-3,7	11,2	12,7	-2,0	8,6	4,1	8,2	7,1
Biens	-5,2	13,0	13,1	-3,6	9,2	6,1	8,4	7,9
Services	4,2	2,8	11,0	6,6	5,4	-5,4	7,2	3,5
Divergence statistique[2]	1 089	-832	-308	936	14	281	216	-315
Produit intérieur brut aux prix du marché	3,4	3,2	2,6	3,8	2,0	1,7	3,3	2,9
<i>Demande intérieure finale</i>	3,5	4,1	4,7	5,6	3,6	2,8	4,2	4,3

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
calculées à partir de données désaisonnalisées, Points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,475	0,354	0,488	0,641	0,522	0,579	1,851	2,139
Biens durables	0,112	0,060	-0,007	0,207	0,088	0,155	0,190	0,416
Biens semi-durables	0,057	-0,009	0,067	0,148	0,101	0,055	0,195	0,202
Biens non durables	0,026	0,019	0,022	-0,007	0,135	0,091	0,292	0,310
Services	0,279	0,284	0,405	0,294	0,199	0,278	1,175	1,210
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,123	0,144	0,208	0,160	0,234	0,032	0,589	0,523
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,030	0,049	0,079	0,041	0,021	0,003	0,081	0,164
Investissement des administrations publiques en stocks	0,003	-0,008	0,006	0,006	-0,016	-0,002	0,000	0,000
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,198	0,429	0,317	0,451	0,074	0,058	1,469	1,254
Bâtiments résidentiels	0,101	0,088	0,000	0,220	-0,083	-0,145	0,472	0,205
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,097	0,341	0,317	0,231	0,157	0,203	0,997	1,049
Ouvrages non résidentiels	0,075	0,131	0,146	0,106	0,040	0,063	0,335	0,380
Machines et matériel	0,022	0,210	0,170	0,125	0,117	0,140	0,662	0,669
Investissement des entreprises en stocks	-0,251	0,040	-0,015	-0,257	0,517	-0,243	0,063	0,442
Non agricoles	-0,248	0,068	-0,030	-0,158	0,570	-0,268	0,124	0,470
Agricoles	-0,003	-0,028	0,015	-0,100	-0,053	0,025	-0,061	-0,029
Exportations de biens et services	-0,168	0,772	0,600	-0,363	-0,158	0,320	1,980	0,820
Biens	-0,159	0,807	0,582	-0,331	-0,215	0,388	1,805	0,827
Services	-0,009	-0,035	0,017	-0,032	0,057	-0,068	0,175	-0,006
Moins: Importations de biens et services	-0,324	0,910	1,018	-0,167	0,689	0,338	2,756	2,378
Biens	-0,385	0,870	0,869	-0,260	0,613	0,419	2,326	2,175
Services	0,061	0,040	0,149	0,092	0,077	-0,081	0,430	0,203
Divergence statistique	0,095	-0,072	-0,027	0,080	0,001	0,024	0,021	-0,029
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,829	0,797	0,638	0,926	0,506	0,434	3,299	2,936
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,826</i>	<i>0,976</i>	<i>1,092</i>	<i>1,292</i>	<i>0,851</i>	<i>0,673</i>	<i>3,990</i>	<i>4,080</i>

1. Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	114,3 <i>0,5</i>	115,1 <i>0,7</i>	115,2 <i>0,1</i>	115,7 <i>0,4</i>	116,2 <i>0,4</i>	116,3 <i>0,1</i>	112,7 <i>1,5</i>	114,6 <i>1,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	121,4 <i>1,2</i>	122,1 <i>0,6</i>	122,0 <i>-0,1</i>	126,1 <i>3,4</i>	124,4 <i>-1,3</i>	125,2 <i>0,6</i>	117,9 <i>1,3</i>	121,4 <i>2,9</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	106,0 <i>1,2</i>	106,5 <i>0,5</i>	106,6 <i>0,1</i>	106,9 <i>0,3</i>	107,9 <i>0,9</i>	109,1 <i>1,1</i>	104,3 <i>1,5</i>	106,0 <i>1,6</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	109,3 <i>1,0</i>	108,9 <i>-0,4</i>	109,4 <i>0,5</i>	109,7 <i>0,3</i>	110,4 <i>0,6</i>	111,3 <i>0,8</i>	107,4 <i>1,8</i>	109,0 <i>1,5</i>
Exportations de biens et services	108,9 <i>2,1</i>	111,1 <i>2,0</i>	113,6 <i>2,3</i>	110,0 <i>-3,2</i>	109,1 <i>-0,8</i>	109,8 <i>0,6</i>	107,0 <i>1,8</i>	110,1 <i>2,9</i>
Importations de biens et services	100,3 <i>2,5</i>	98,6 <i>-1,7</i>	97,8 <i>-0,8</i>	97,2 <i>-0,6</i>	97,0 <i>-0,2</i>	98,1 <i>1,1</i>	99,7 <i>-2,2</i>	98,7 <i>-1,0</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	117,2 <i>0,6</i>	119,2 <i>1,7</i>	120,8 <i>1,3</i>	120,8 <i>0,0</i>	120,7 <i>-0,1</i>	120,9 <i>0,2</i>	114,8 <i>3,0</i>	118,4 <i>3,2</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>114,6</i> <i>0,8</i>	<i>115,1</i> <i>0,4</i>	<i>115,3</i> <i>0,2</i>	<i>116,4</i> <i>1,0</i>	<i>116,5</i> <i>0,1</i>	<i>116,9</i> <i>0,3</i>	<i>112,5</i> <i>1,5</i>	<i>114,7</i> <i>1,9</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

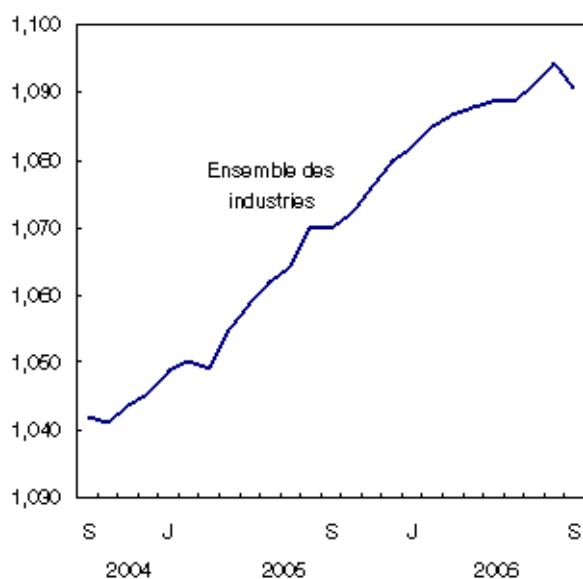
PIB par industrie

Septembre 2006

L'économie canadienne s'est repliée de 0,3 % en septembre, alors qu'elle avait connu une croissance de 0,3 % en août et de 0,2 % en juillet. À l'exception de la chute d'activité économique enregistrée en août 2003, laquelle était principalement attribuable à une panne d'électricité en Ontario, il faut remonter en mars 2002 (-0,4 %) pour relever une baisse mensuelle de cet ordre. Des événements particuliers ont limité la croissance en septembre, tels une grève dans le secteur minier au Labrador et la fin des activités de collecte du Recensement de 2006.

Repli de l'activité économique

PIB en milliards de dollars enchaînés (1997)



La production de biens, qui a montré des signes de faiblesse depuis le début de l'année, a décliné de 1,0 % en septembre, alors que les industries de services sont demeurées stables. Des baisses dans la fabrication, dans le commerce de gros ainsi que dans le secteur de l'énergie n'ont été compensées que partiellement par la vigueur des secteurs de la finance, de l'hébergement et de la restauration.

Fort déclin du secteur de la fabrication

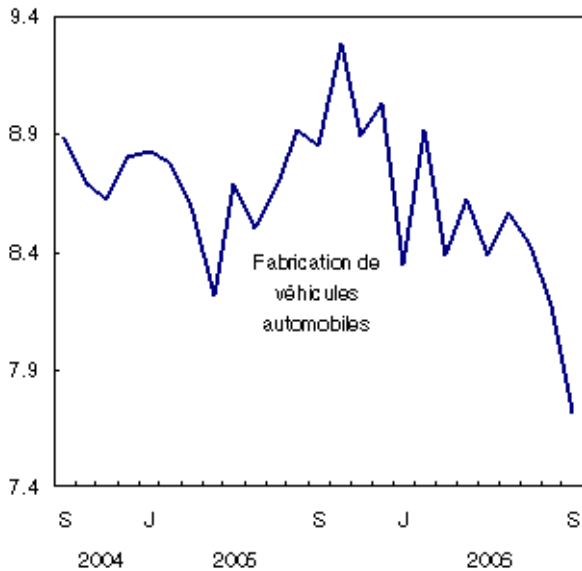
La production manufacturière reculait de 1,4 % en septembre. Il s'agit de la huitième baisse mensuelle depuis le début de l'année. Le niveau d'activité de ce secteur était 3,6 % inférieur à son sommet de décembre 2005. Parmi les 21 groupes majeurs, 16 d'entre eux représentant 82 % de la production manufacturière totale ont réduit leur production. Tant la production de biens durables (-1,3 %) que celle de biens non durables (-1,6 %) se sont repliées. Les plus importantes diminutions se sont manifestées dans la fabrication de véhicules automobiles, de produits chimiques et métalliques, de machinerie, ainsi que dans les activités d'impression. Seuls quelques sous-secteurs, dont la fabrication de produits du bois et de produits informatiques et électroniques, ont progressé en septembre.

Note aux lecteurs

Les données mensuelles sur le produit intérieur brut (PIB) par industrie sont des estimations selon des indices de volume en chaîne dont l'année de référence est 1997. Cela signifie que les estimations pour chaque industrie et agrégat sont obtenues à partir d'un indice enchaîné de volume multiplié par la valeur ajoutée de l'industrie en 1997. Pour la période allant de 1997 à 2003, les estimations mensuelles sont ajustées en fonction des indices de volume Fisher enchaînés annuellement pour le PIB, obtenus à partir des tableaux d'entrées-sorties en prix constants. Pour la période commençant en janvier 2004, on établit les estimations en enchaînant un indice de volume Laspeyres à pondération fixe à la période précédente. La pondération fixe est constituée des prix de la production et des intrants de 2003. Cette opération rend les estimations mensuelles du PIB par industrie plus comparables aux données du PIB en termes de dépenses, enchaînées trimestriellement.

Les fabricants d'automobiles mettent les freins

PIB en milliards de dollars enchaînés (1997)

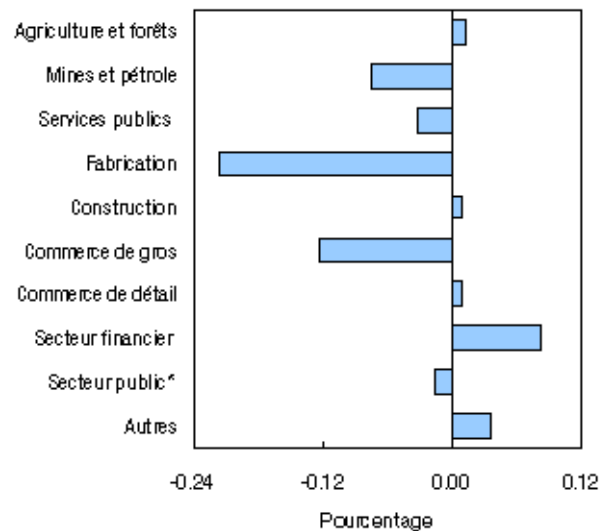


La production industrielle, soit celle des mines, des services publics et de la fabrication, a chuté de 1,4 %, alors que les trois secteurs étaient à la baisse. La production industrielle aux États-Unis diminuait également (-0,6 %) en septembre, le secteur minier étant le seul à la hausse.

Chute d'activité dans le commerce de gros

Après deux mois de croissance soutenue, le commerce de gros a diminué de 2,1 %. Le repli a été généralisé, mais les grossistes de produits automobiles et de machines et de fournitures électroniques ont enregistré les baisses les plus marquées. Seulement deux sous-secteurs ont affiché une croissance des ventes, soit celui des matériaux de construction et celui des produits agricoles, ce dernier poursuivant sa lancée récente. Le commerce de détail n'a progressé que de 0,2 % en septembre, retenu par une forte baisse des ventes de véhicules automobiles neufs. En excluant les concessionnaires de véhicules neufs, les ventes au détail ont progressé de 1,0 %.

Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale – septembre 2006



* Éducation, santé et administrations publiques.

Recul de la production du secteur énergétique

Le secteur énergétique s'est replié de 1,0 % en septembre, contrastant ainsi avec les hausses de juillet et d'août. Cette perte est principalement attribuable au repli de la production de gaz naturel. L'affaiblissement des prix et le niveau élevé des stocks de gaz naturel ont grandement contribué à ce recul. Le transport par gazoduc était à la baisse de 3,3 % alors que celui par oléoduc progressait de 1,7 %. Enfin, la distribution de gaz naturel progressait de 0,3 %, soutenue par la demande industrielle et des grossistes, la distribution résidentielle et commerciale affichant des baisses marquées.

Faible progression de la construction

Les activités de construction n'ont augmenté que faiblement (+0,1 %) alors que les gains dans les travaux de génie et de réparation compensaient les pertes dans la construction résidentielle et non résidentielle.

Les activités boursières et bancaires sont à la hausse

Le secteur de la finance et des assurances progressait de 0,8 % en septembre sous l'effet de la vigueur des activités bancaires et de prêts (+1,0 %) et d'un regain d'activité des courtiers en valeurs mobilières. D'autre part, les courtiers immobiliers ont, quant à eux, connu un cinquième recul mensuel d'affilée, suivant ainsi le repli du marché de la vente de maisons constaté depuis mars dernier.

Troisième trimestre 2006

Le rythme de l'activité économique est demeuré pratiquement inchangé au troisième trimestre, après la décélération prononcée du deuxième trimestre.

La hausse de la production de services (+0,5 %) a plus que compensé le recul (-0,1 %) observé dans les industries de biens. La croissance est venue principalement du secteur énergétique, du commerce de détail et de gros et du secteur financier. La fabrication et la foresterie ont constitué les principaux freins à la croissance économique.

Faisant contraste avec deux trimestres de baisses consécutives, la progression du secteur de l'énergie au troisième trimestre était en grande partie imputable à un regain d'activités de l'extraction pétrolière ainsi que de l'exploration de pétrole et de gaz naturel.

Le commerce de gros a continué de croître à un rythme soutenu au troisième trimestre (+1,3 %). Les grossistes en produits alimentaires, en ordinateurs, en équipement professionnel et de bureau ainsi que les grossistes en produits divers, tels les produits chimiques, ont le plus contribué à cette performance. Toutefois, contrastant avec la forte croissance observée depuis plusieurs trimestres, les grossistes en articles ménagers et personnels n'ont enregistré aucune progression ce trimestre-ci. Le commerce de détail s'est accru de 0,9 %, une croissance bien moindre qu'aux deux trimestres précédents. Les ventes des détaillants de véhicules automobiles neufs ont été le principal moteur de la croissance de ce secteur. En excluant les ventes d'automobiles neuves, le commerce de détail n'aurait progressé que de 0,4 %.

Le secteur financier a progressé de 0,9 % au troisième trimestre sous l'impulsion des activités bancaires, boursières et de l'assurance. Pour un quatrième trimestre d'affilée, les activités des agents et courtiers immobiliers diminuaient (-3,0 %) reflétant ainsi l'état du marché de la revente de maisons pendant la même période.

La construction a progressé de 0,2 % au troisième trimestre. Toute la vigueur résidait dans les travaux de génie et de réparation, alors que l'on enregistrait des baisses d'activités dans la construction résidentielle et non résidentielle.

La production manufacturière s'est repliée (-0,5 %) pour un troisième trimestre d'affilée. Parmi les 21 groupes majeurs, 15 d'entre eux représentant 68 % de la production manufacturière totale baissaient. Tant la production de biens non durables (-0,5 %) que celle de biens durables (-0,6 %) ont reculé. La valeur élevée du dollar canadien vis-à-vis de la devise américaine de même que les prix élevés de l'essence ont été les principaux facteurs qui ont forcé les fabricants à réajuster leur niveau de production, notamment dans les produits de l'automobile.

Après deux trimestres de baisses significatives, la production industrielle (c'est-à-dire la production des services publics, des mines et des fabricants) a enregistré une faible hausse de 0,1 %, le secteur de la fabrication en étant le frein encore une fois. La bonne performance du secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière et la stabilité des services publics n'ont pu enrayer la baisse du secteur manufacturier. La production industrielle aux États-Unis s'accroissait de 1,0 %, les trois secteurs étant à la hausse.

Au troisième trimestre, la production de l'administration publique fédérale excluant les services de défense était à la baisse principalement en raison de la fin des principales activités de collecte liées au Recensement de 2006. De plus, les activités forestières en Colombie-Britannique ont régressé à la suite d'une augmentation des feux de forêts par rapport à l'année précédente, ainsi que d'une augmentation des droits de coupe et un changement anticipé dans les tarifs américains.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Février 2006	Mars 2006	Avril 2006	Mai 2006	Juin 2006	Juillet 2006	Août 2006	Septembre 2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Ensemble des industries	1 085 014	1 086 640	1 087 995	1 088 708	1 088 531	1 091 039	1 094 350	1 090 893
	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,3</i>
Industries productrices de biens	337 177	336 156	335 043	333 306	333 148	334 249	334 692	331 495
	<i>0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 443	25 190	25 151	24 946	24 459	24 019	24 027	24 181
	<i>0,9</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,8</i>	<i>-2,0</i>	<i>-1,8</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	39 533	39 685	39 970	39 045	39 158	39 881	40 391	39 898
	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>-2,3</i>	<i>0,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,2</i>
Services publics	28 031	27 772	27 563	27 652	27 791	27 996	27 666	27 324
	<i>4,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,2</i>
Construction	67 274	67 391	67 396	67 256	67 309	67 203	67 494	67 581
	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>
Fabrication	176 228	175 245	173 780	173 756	173 652	173 895	173 531	171 030
	<i>-0,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,4</i>
Industries productrices de services	749 086	751 817	754 370	756 917	756 903	758 296	761 198	761 049
	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,0</i>
Commerce de gros	69 743	70 081	70 309	71 382	71 024	71 611	72 720	71 204
	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>1,5</i>	<i>-2,1</i>
Commerce de détail	63 958	64 760	65 612	65 342	65 320	65 658	66 180	66 282
	<i>0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>
Transport et entreposage	52 376	52 658	52 731	52 850	52 738	52 674	52 931	52 743
	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,4</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 885	43 941	43 920	44 025	44 280	44 475	44 550	44 464
	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	218 539	219 144	220 177	220 762	221 143	221 896	222 474	223 418
	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	48 237	48 297	48 429	48 481	48 509	48 543	48 677	48 757
	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>
Services administratifs et gestion des déchets	25 130	25 318	25 411	25 621	25 730	25 789	25 858	25 977
	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>
Services d'enseignement	47 660	47 562	47 628	47 595	47 584	47 595	47 585	47 542
	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,1</i>
Soins de santé et assistance sociale	61 542	61 744	61 795	61 850	61 826	61 848	61 893	61 948
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 060	9 223	9 364	9 248	9 186	8 932	9 098	9 169
	<i>-0,0</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>-2,8</i>	<i>1,9</i>	<i>0,8</i>
Hébergement et services de restauration	23 917	24 034	23 620	24 046	23 746	23 668	23 923	24 124
	<i>1,7</i>	<i>0,5</i>	<i>-1,7</i>	<i>1,8</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	26 575	26 639	26 681	26 758	26 824	26 845	26 878	27 037
	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,6</i>
Administrations publiques	60 480	60 452	60 750	61 121	61 168	61 064	60 844	60 646
	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,3</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	245 718	244 837	243 781	242 390	242 609	244 158	244 319	240 991
	<i>0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,4</i>
Fabrication de biens non durables	70 246	70 014	69 777	70 006	69 440	69 228	70 080	68 938
	<i>-1,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,6</i>
Fabrication de biens durables	105 866	105 111	103 875	103 617	104 092	104 554	103 313	101 959
	<i>0,3</i>	<i>-0,7</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,3</i>
Secteur des entreprises	922 189	923 824	924 727	925 105	924 953	927 599	931 130	927 833
	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,4</i>
Secteur non commercial	163 246	163 251	163 691	164 011	163 987	163 875	163 695	163 515
	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>
Secteur des TIC, total	63 984	64 340	64 391	64 632	65 048	65 304	65 307	65 156
	<i>0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>
Secteur de l'énergie	64 747	64 849	64 913	63 958	64 098	64 980	65 248	64 564
	<i>1,7</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,2</i>	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,0</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Industries productrices de biens	329 975	333 441	336 007	336 477	333 832	333 479	325 202	331 595
	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,9</i>	<i>2,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 589	25 987	25 273	25 279	24 852	24 076	24 619	25 488
	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>	<i>-2,7</i>	<i>0,0</i>	<i>-1,7</i>	<i>-3,1</i>	<i>7,4</i>	<i>3,5</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	38 401	39 359	39 973	39 581	39 391	40 057	38 789	38 865
	<i>1,8</i>	<i>2,5</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>2,1</i>	<i>0,2</i>
Services publics	28 061	28 068	27 814	27 509	27 669	27 662	26 806	27 948
	<i>0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>4,3</i>
Construction	63 029	64 014	65 518	67 177	67 320	67 426	60 228	63 689
	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>2,3</i>	<i>2,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>6,4</i>	<i>5,7</i>
Fabrication	174 480	175 190	176 357	176 201	173 729	172 819	173 726	174 987
	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,9</i>	<i>0,7</i>
Industries productrices de services	729 617	735 726	741 062	749 287	756 063	760 181	709 800	732 506
	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>3,2</i>	<i>3,2</i>
Commerce de gros	65 579	66 506	67 920	69 810	70 905	71 845	61 721	65 997
	<i>2,5</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>2,8</i>	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>5,3</i>	<i>6,9</i>
Commerce de détail	62 227	62 355	62 752	64 164	65 425	66 040	59 454	62 219
	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>2,3</i>	<i>2,0</i>	<i>0,9</i>	<i>3,8</i>	<i>4,7</i>
Transport et entreposage	50 766	51 671	52 073	52 436	52 773	52 783	49 528	51 241
	<i>0,6</i>	<i>1,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>4,2</i>	<i>3,5</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 323	43 696	43 636	43 863	44 075	44 496	41 790	43 383
	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>3,8</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	213 249	214 923	216 331	218 524	220 694	222 596	206 434	213 985
	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>4,1</i>	<i>3,7</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	47 409	47 800	47 972	48 239	48 473	48 659	46 241	47 535
	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>2,3</i>	<i>2,8</i>
Services administratifs et gestion des déchets	23 977	24 380	24 694	25 134	25 587	25 875	23 267	24 183
	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>3,6</i>	<i>3,9</i>
Services d'enseignement	46 885	47 329	47 329	47 624	47 602	47 574	46 311	47 073
	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,4</i>	<i>1,6</i>
Soins de santé et assistance sociale	60 478	60 807	61 227	61 574	61 824	61 896	59 862	60 704
	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,4</i>
Arts, spectacles et loisirs	8 876	9 060	9 223	9 115	9 266	9 066	8 960	8 996
	<i>0,6</i>	<i>2,1</i>	<i>1,8</i>	<i>-1,2</i>	<i>1,7</i>	<i>-2,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>
Hébergement et services de restauration	23 177	23 183	23 309	23 819	23 804	23 905	22 987	23 221
	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>2,0</i>	<i>1,0</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	26 189	26 277	26 366	26 567	26 754	26 920	25 703	26 225
	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>1,8</i>	<i>2,0</i>
Administrations publiques	59 204	59 517	60 073	60 438	61 013	60 851	58 677	59 462
	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,0</i>	<i>1,3</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	242 415	244 563	246 320	245 266	242 927	243 156	241 141	243 485
	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,1</i>	<i>1,8</i>	<i>1,0</i>
Fabrication de biens non durables	71 345	71 455	71 169	70 566	69 741	69 415	72 158	71 317
	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,2</i>
Fabrication de biens durables	102 977	103 581	105 050	105 511	103 861	103 275	101 380	103 516
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,8</i>	<i>2,1</i>
Secteur des entreprises	898 747	907 116	914 107	921 727	924 928	928 854	875 777	902 519
	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>3,3</i>	<i>3,1</i>
Secteur non commercial	160 047	161 291	162 217	163 181	163 896	163 695	158 479	160 794
	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,0</i>	<i>1,5</i>
Secteur des TIC, total	62 189	62 834	63 271	64 085	64 690	65 256	59 298	62 359
	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>3,2</i>	<i>5,2</i>
Secteur de l'énergie	63 187	64 427	65 102	64 427	64 323	64 931	62 812	63 767
	<i>1,3</i>	<i>2,0</i>	<i>1,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>

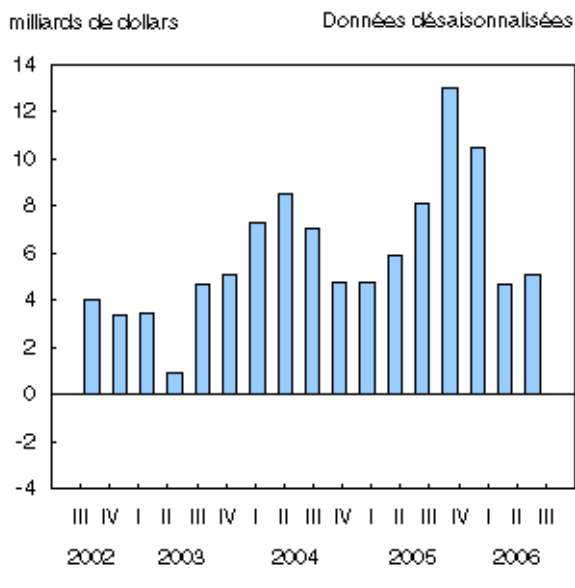
1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Balance des paiements internationaux

Troisième trimestre de 2006

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a augmenté de 0,4 milliard de dollars au troisième trimestre pour s'établir à 5,1 milliards de dollars. Après quatre trimestres de fluctuations considérables, l'excédent au chapitre des biens a peu varié, et le déficit au chapitre du revenu de placements a fléchi sous l'effet de l'augmentation des recettes.

Le surplus du compte courant légèrement en hausse



Dans le compte capital et financier (non désaisonné), le Canada a accru son actif international pendant le trimestre, surtout grâce à un niveau record d'acquisitions de titres étrangers par les investisseurs de portefeuille. Les investissements les plus considérables des investisseurs étrangers directs en près de six ans ont relevé le passif du Canada vis-à-vis de l'étranger, et effacé une partie de l'augmentation de l'actif.

Compte courant

Léger recul de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre des biens a régressé de 0,7 milliard de dollars pour s'établir à 12,2 milliards de dollars de dollars au troisième trimestre, soit son plus bas niveau en plus de trois ans. Les exportations ont rebondi et sont revenues à leur niveau du premier trimestre, tandis que les importations ont poursuivi leur progression.

Les exportations se sont accrues de 2,0 milliards de dollars et ont atteint 114,8 milliards de dollars au troisième trimestre. Les fortes hausses des prix à l'exportation des métaux et des alliages et, dans une mesure moindre, des minerais métalliques ont contribué à l'accroissement de 2,0 milliards de dollars de la valeur des exportations de biens industriels. Il s'agit de la septième augmentation consécutive pour ce groupe de produits.

Les exportations d'aéronefs, de moteurs et de pièces ont connu une remontée de 0,7 milliard de dollars qui en a porté la valeur à 4,0 milliards de dollars, soit leur plus haut niveau depuis le début de 2003, mais quand même en deçà du sommet de 5,4 milliards de dollars de la fin de 2001.

Ces augmentations ont été partiellement effacées par la troisième grande baisse consécutive du côté des produits de l'automobile. Chacune des trois principales composantes (voitures, camions et pièces) a reculé pendant le trimestre. Au cours des deux derniers trimestres, les produits de l'automobile ont affiché leurs plus bas niveaux d'exportation en huit ans.

La valeur des exportations de produits énergétiques, qui a connu d'importantes fluctuations au cours de la dernière année, est demeurée inchangée. Au cours de ce trimestre, les prix et les volumes n'ont que peu varié.

Les importations ont augmenté de 2,7 milliards de dollars et atteint un record de 102,6 milliards de dollars au troisième trimestre. Les produits de l'automobile ont

Note aux lecteurs

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un surplus ou un déficit au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

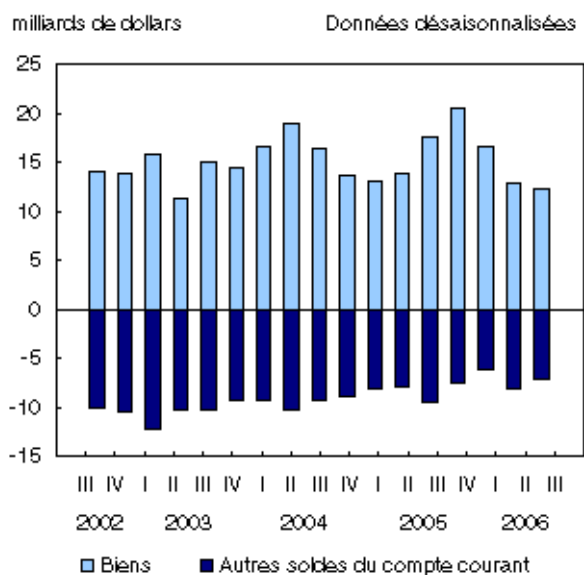
Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

enregistré la plus forte augmentation, soit 0,9 milliard de dollars, les voitures et les camions représentant la grosse part de cette hausse.

La valeur des machines et du matériel a progressé de 0,8 milliard de dollars et atteint 28,8 milliards de dollars, poursuivant la progression amorcée au premier trimestre de 2004.

Les importations de produits énergétiques ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, et atteint un record de 9,7 milliards de dollars. L'accroissement des importations de pétrole brut a été dans une large mesure épongé par la diminution des importations d'autres produits énergétiques.

Un déficit réduit des revenus de placements compense pour le surplus inférieur des biens

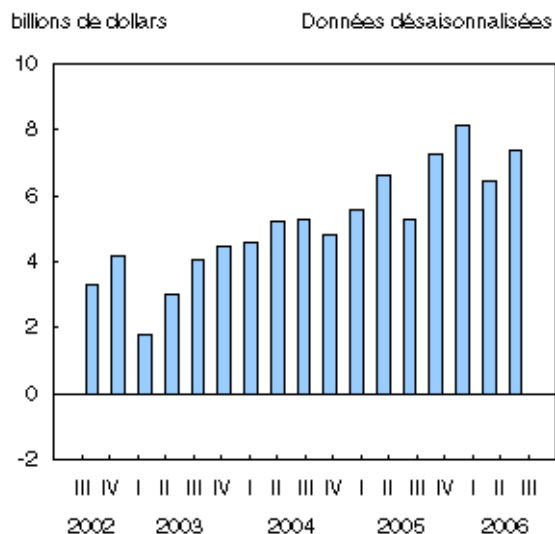


Le déficit au chapitre du revenu de placements se referme

Le déficit au chapitre du revenu de placements s'est contracté de 1,1 milliard de dollars, pour s'établir à 3,2 milliards de dollars, les bénéfices réalisés par les investisseurs directs canadiens à l'étranger atteignant 7,4 milliards de dollars, soit un niveau qui n'a été dépassé qu'une fois auparavant.

L'augmentation de 0,9 milliard de dollars des bénéfices au titre des investissements directs canadiens à l'étranger se répartissait entre une augmentation des dividendes et une augmentation des bénéfices réinvestis. Les secteurs des minerais métalliques et de la finance et des assurances ont affiché les plus fortes augmentations de bénéfices au cours du troisième trimestre.

Les profits sur les investissements directs à l'étranger demeure élevés



Les intérêts reçus sur les obligations et les instruments du marché monétaire étrangers ont atteint 1,5 milliard de dollars, soit une hausse de 50 % par rapport au troisième trimestre de 2005, les investisseurs canadiens ayant accru rapidement leur portefeuille de ces instruments.

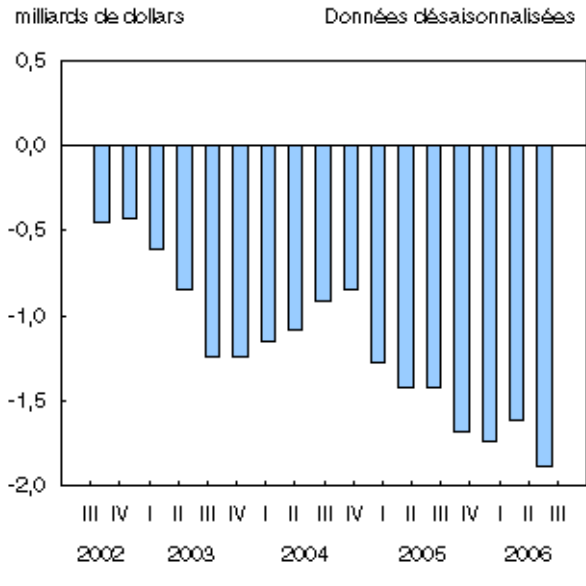
Les bénéfices sur les investissements directs étrangers au Canada sont demeurés stables au troisième trimestre. Cependant, ces entreprises canadiennes ont déclaré moins de dividendes, ce qui a haussé le niveau des bénéfices non répartis.

Nouvelle hausse légère du déficit des services

Le déficit des services a peu varié au troisième trimestre, augmentant de 0,1 milliard de dollars. L'accroissement des déficits au chapitre des voyages et des transports a été partiellement épongé par une diminution du déficit des services commerciaux.

Le déficit au chapitre des voyages s'est accru de 0,3 milliard de dollars pour atteindre 1,9 milliard de dollars, parce que moins de résidents des États-Unis ont visité le Canada et que plus de Canadiens, surtout ceux qui ont passé au moins une nuit à l'étranger, se sont rendus aux États-Unis.

Les Canadiens voyagent plus et le déficit des voyages s'accroît



Le nombre de visiteurs étrangers venus au Canada a chuté pour un huitième trimestre consécutif, alors que le nombre de Canadiens qui ont voyagé à l'étranger a augmenté pour un huitième trimestre consécutif. Pendant cette période, le déficit au chapitre des voyages a doublé.

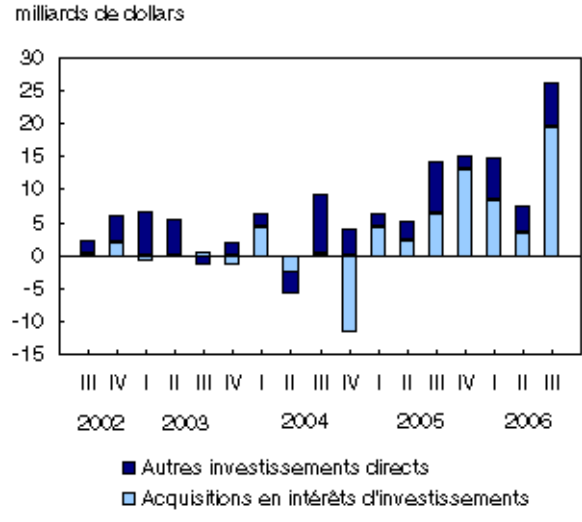
Le déficit des services commerciaux a fléchi pour se chiffrer à 0,8 milliard de dollars, après avoir passé deux trimestres au-dessus de 0,9 milliard de dollars. Cela a été attribuable dans une large mesure d'une diminution du déficit des services financiers à la suite des paiements élevés effectués au deuxième trimestre.

Compte financier

Flambée d'investissements directs étrangers au Canada sous forme de prises de contrôle

Les investissements directs étrangers dans l'économie canadienne ont presque quadruplé pour atteindre 26,2 milliards de dollars au troisième trimestre. Ces importants investissements sont expliqués principalement par l'acquisition d'une grande société canadienne. Par secteur industriel, les investissements sont allés principalement dans l'énergie et les minerais métalliques (81 %). Par région géographique, ils sont parvenus principalement des investisseurs britanniques, et dans une certaine mesure également des investisseurs américains et d'autres pays d'Europe.

Les plus élevés investissements directs étrangers au Canada en près de six ans



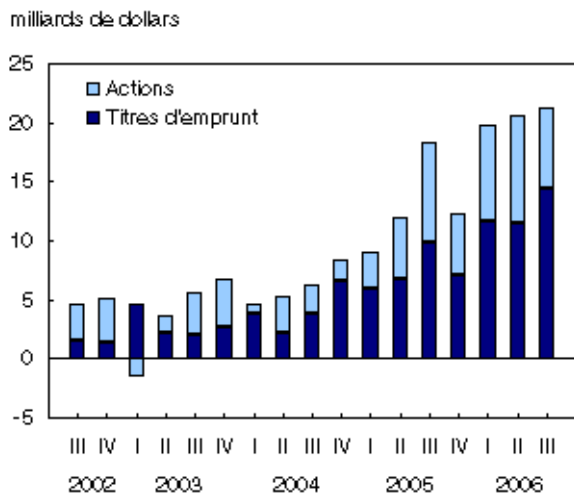
Les investissements directs à l'étranger toujours soutenus

À 10,6 milliards de dollars, les investisseurs directs canadiens ont maintenu leurs robustes investissements dans les économies étrangères, tout comme ce fut le cas au deuxième trimestre. Les investissements ont consisté principalement en injections de fonds de roulement et réinvestissements de bénéfices, les investissements par voie d'acquisitions n'étant plus que la moitié de ceux du trimestre précédent. Dans une perspective sectorielle, les investissements ont été concentrés dans deux secteurs : soit celui de la finance et des assurances et dans celui de l'énergie et des minerais métalliques. De même, les investissements directs ont été concentrés dans deux principales régions : les économies asiatiques et les États-Unis.

Record d'investissements en titres étrangers

Les Canadiens ont acheté un montant record de 21,3 milliards de dollars de titres étrangers au cours du troisième trimestre, dont les deux tiers en titres d'emprunt. Au cours des trois premiers trimestres de 2006, les Canadiens ont réalisé un niveau impressionnant de 61,6 milliards de dollars d'investissements en titres étrangers, soit presque autant que l'investissement annuel record de 63,9 milliards de dollars relevé en 2000.

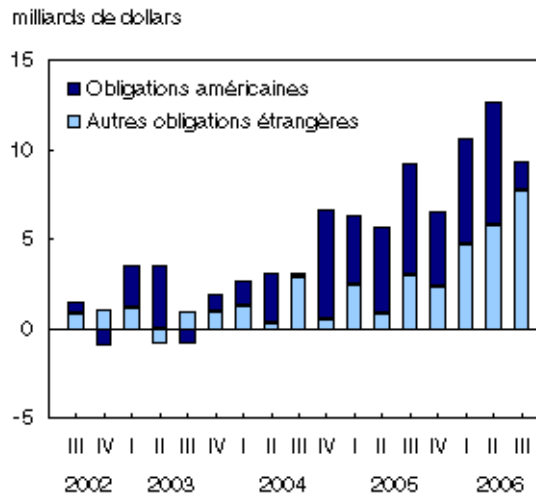
Les achats de titres étrangers en route pour une année record¹



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Au troisième trimestre, les acquisitions canadiennes d'obligations étrangères sont demeurées vigoureuses à 9,3 milliards de dollars, après des achats records lors des deux trimestres précédents. Au troisième trimestre, plus de 80 % ont servi à acheter des obligations non américaines, pour un total de 7,6 milliards de dollars, un autre sommet. Un peu moins de la moitié des investissements a été dirigée vers des obligations « Feuille d'érable ». Les investisseurs étrangers financent leur dette au Canada depuis un certain temps déjà. En règle générale, les obligations sont libellées en dollars canadiens et vendues à des investisseurs institutionnels.

Les fortes acquisitions d'obligations étrangères persistent après deux trimestres records¹



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les Canadiens ont aussi procédé à des achats inégalés de 5,0 milliards de dollars d'instruments du marché monétaire étranger, plus du double du précédent sommet. Les deux tiers des acquisitions au cours du trimestre ont porté sur des effets d'outre-mer, et le reste sur des effets américains. Comme pour les obligations « Feuille d'érable », les effets étrangers libellés en dollars canadiens ont commencé à gagner en popularité, avec des achats de 4,2 milliards de dollars enregistrés au cours du trimestre. Sur ce montant, 85 % ont été émis par des sociétés financières européennes.

Alors que les investissements en actions étrangères ont été plus faibles qu'au cours des deux premiers trimestres, les investisseurs canadiens ont procédé à des achats non négligeables de 6,9 milliards de dollars lors du troisième trimestre. Ces investissements étaient répartis également entre les actions américaines et les actions d'outre-mer.

Faible niveau d'investissements étrangers en titres canadiens

Les placements de portefeuille étrangers en titres canadiens ont été d'à peine 1,2 milliard de dollars au cours du trimestre. La totalité des investissements étaient en obligations canadiennes, les investisseurs étrangers ayant vendu environ les mêmes montants d'actions et d'instruments du marché monétaire.

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 3,5 milliards de dollars d'obligations canadiennes après en avoir vendu au cours des quatre trimestres précédents. Les investisseurs étrangers ont été attirés surtout par les obligations émises par des entreprises fédérales et d'autres sociétés, et surtout par les nouvelles émissions. Les rachats ont amené les investisseurs étrangers à réduire leurs avoirs en obligations du gouvernement fédéral. Selon la devise, les non-résidents ont acheté pour 5 milliards de dollars d'obligations canadiennes libellées en dollars américains, mais ont vendu des obligations libellées en dollars canadiens et autres devises étrangères.

Les investisseurs étrangers se sont départis d'une partie de leurs avoirs en instruments du marché monétaire, après trois trimestres d'achats soutenus atteignant 9,7 milliards de dollars. Au troisième trimestre, les non-résidents ont réalisé des ventes pour un montant de 1,2 milliard de dollars en titres émis par les administrations, essentiellement des entreprises fédérales. Sur une base géographique, les ventes ont été effectuées par des investisseurs des États-Unis et d'Europe.

Après deux trimestres d'achats robustes provenant de l'étranger, les investisseurs ont revendu une faible partie de leurs avoirs en actions canadiennes au troisième trimestre. Ils ont vendu pour 1,1 milliard de dollars d'actions au cours du trimestre, après en avoir acquis pour 17,1 milliards de dollars au cours des deux trimestres précédents.

Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves

Le compte des autres investissements a dégagé une sortie nette modérée de 4,1 milliards de dollars. Cette sortie était liée principalement aux augmentations des comptes des dépôts nets et des autres investissements, tandis que les actifs des réserves internationales officielles du Canada n'ont pour ainsi dire pas changé. Le dollar canadien a clôturé le trimestre à 89,5 cents US, soit à peu près au même niveau qu'au deuxième trimestre, alors que le dollar s'était apprécié considérablement par rapport à la devise américaine. La tenue du dollar face à la plupart des autres grandes devises étrangères a été variable.

Balance des paiements

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	130 461	131 581	135 153	128 457	132 553	131 555	492 984	518 028
Biens	114 276	112 599	120 045	113 598	116 103	112 756	429 121	453 060
Services	16 185	18 982	15 108	14 859	16 450	18 799	63 863	64 968
Revenus de placements	12 805	11 307	13 559	14 692	13 698	14 309	37 532	48 199
Investissements directs	7 120	5 467	7 686	8 468	7 140	7 429	20 677	25 994
Investissements de portefeuille	3 069	3 208	3 455	3 505	3 700	3 900	10 182	12 644
Autres investissements	2 616	2 631	2 418	2 720	2 858	2 980	6 673	9 561
Transferts courants	1 830	1 816	2 128	3 044	2 072	2 118	7 427	8 066
Recettes du compte courant	145 097	144 704	150 839	146 193	148 323	147 983	537 943	574 293
Paiements								
Biens et services	121 145	115 462	117 945	117 812	125 336	121 149	440 218	466 896
Biens	101 457	95 584	98 649	96 958	104 749	100 272	363 639	388 210
Services	19 688	19 878	19 296	20 854	20 586	20 877	76 580	78 686
Revenus de placements	17 154	17 027	17 082	16 834	17 870	16 804	62 346	67 010
Investissements directs	7 898	8 338	8 082	6 618	8 411	7 339	27 489	30 953
Investissements de portefeuille	6 838	6 848	6 765	6 151	6 147	6 283	28 139	27 192
Autres investissements	2 418	1 842	2 234	4 066	3 312	3 182	6 717	8 865
Transferts courants	1 651	1 817	1 985	3 471	1 653	1 902	7 746	8 585
Paiements du compte courant	139 950	134 306	137 011	138 118	144 859	139 855	510 310	542 491
Soldes								
Biens et services	9 316	16 119	17 208	10 645	7 217	10 406	52 765	51 132
Biens	12 819	17 015	21 396	16 641	11 353	12 484	65 482	64 850
Services	-3 503	-896	-4 188	-5 996	-4 136	-2 078	-12 717	-13 718
Revenus de placements	-4 349	-5 720	-3 523	-2 142	-4 173	-2 495	-24 814	-18 811
Investissements directs	-778	-2 870	-397	1 850	-1 271	90	-6 812	-4 960
Investissements de portefeuille	-3 769	-3 640	-3 310	-2 646	-2 448	-2 383	-17 957	-14 548
Autres investissements	198	790	184	-1 346	-454	-202	-44	696
Transferts courants	180	-1	143	-427	419	217	-319	-519
Solde du compte courant	5 147	10 398	13 828	8 076	3 464	8 128	27 633	31 802
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	1 712	1 769	979	1 007	998	914	4 449	5 932
Compte financier	-9 624	-7 236	-5 857	-10 433	-2 322	-8 574	-36 956	-35 109
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-8 180	-12 786	-11 105	-8 143	-11 552	-10 575	-56 274	-41 300
Investissements de portefeuille	-11 991	-18 291	-12 297	-19 817	-20 528	-21 275	-24 369	-51 652
Obligations étrangères	-5 601	-9 234	-6 496	-10 613	-12 603	-9 334	-15 290	-27 615
Actions étrangères	-5 263	-8 407	-5 187	-8 199	-9 054	-6 938	-8 092	-21 947
Effets du marché monétaire étranger	-1 127	-651	-614	-1 005	1 129	-5 002	-987	-2 089
Autres investissements	-2 775	-13 277	9 238	-20 252	-20 235	-12 595	-7 396	-22 164
Prêts	3 886	-251	5 229	-1 936	-4 317	-6 401	3 505	8 529
Dépôts	-4 448	-12 911	11 043	-12 012	-16 211	-3 772	-10 666	-15 688
Réserves internationales	585	1 092	108	-3 637	909	52	3 427	-1 653
Autres actifs	-2 798	-1 207	-7 141	-2 667	-616	-2 474	-3 662	-13 352
Total de l'actif du Canada, flux nets	-22 946	-44 355	-14 164	-48 213	-52 314	-44 445	-88 039	-115 116
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	5 295	14 109	15 135	14 767	7 442	26 191	1 995	40 984
Investissements de portefeuille	-807	3 836	81	8 534	10 720	1 222	54 267	8 472
Obligations canadiennes	896	-1 934	-2 212	-1 501	-2 920	3 464	18 955	-1 183
Actions canadiennes	-2 679	7 389	-812	8 022	9 091	-1 091	35 742	9 133
Effets du marché monétaire canadien	976	-1 619	3 105	2 013	4 550	-1 151	-429	522
Autres investissements	8 834	19 174	-6 910	14 478	31 829	8 458	-5 179	30 551
Emprunts	3 249	-5 423	-3 528	2 489	4 834	7 700	-2 345	2 007
Dépôts	5 187	24 654	336	11 052	27 060	657	-531	28 942
Autres passifs	398	-58	-3 717	937	-65	101	-2 303	-398
Total du passif du Canada, flux nets	13 322	37 118	8 307	37 780	49 991	35 870	51 083	80 008
Total du compte capital et financier, flux nets	-7 912	-5 467	-4 878	-9 427	-1 324	-7 660	-32 507	-29 177
Divergence statistique	2 765	-4 931	-8 951	1 351	-2 140	-468	4 874	-2 625

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	126 139	131 319	136 386	130 759	129 185	131 070	492 984	518 028
Biens	109 942	115 095	120 060	114 620	112 785	114 803	429 121	453 060
Services	16 197	16 225	16 327	16 139	16 400	16 268	63 863	64 968
Voyages	4 107	4 100	4 035	4 005	4 156	4 047	16 745	16 460
Transports	2 842	2 919	2 989	3 016	2 988	2 968	11 024	11 632
Services commerciaux	8 808	8 742	8 865	8 671	8 840	8 794	34 511	35 115
Services gouvernementaux	441	463	438	447	416	459	1 582	1 761
Revenus de placements	12 516	11 433	13 541	14 734	13 300	14 562	37 532	48 199
Investissements directs	6 925	5 613	7 629	8 400	6 836	7 745	20 677	25 994
Intérêts	310	340	391	267	369	362	754	1 275
Bénéfices	6 615	5 273	7 239	8 132	6 467	7 383	19 923	24 718
Investissements de portefeuille	3 067	3 217	3 438	3 537	3 704	3 894	10 182	12 644
Intérêts	912	1 042	1 190	1 197	1 359	1 525	2 387	4 006
Dividendes	2 155	2 175	2 248	2 340	2 344	2 369	7 795	8 638
Autres investissements	2 524	2 603	2 474	2 798	2 760	2 922	6 673	9 561
Transferts courants	2 010	2 060	2 056	2 633	2 308	2 496	7 427	8 066
Privé	623	661	614	743	647	756	2 785	2 587
Officiel	1 387	1 400	1 442	1 891	1 661	1 740	4 642	5 479
Total des recettes	140 665	144 812	151 983	148 126	144 793	148 129	537 943	574 293
Paiements								
Biens et services	115 910	117 075	119 637	118 256	120 455	123 100	440 218	466 896
Biens	96 183	97 493	99 565	97 999	99 877	102 558	363 639	388 210
Services	19 727	19 582	20 072	20 257	20 578	20 542	76 580	78 686
Voyages	5 526	5 520	5 717	5 750	5 766	5 935	20 747	22 260
Transports	4 391	4 413	4 503	4 651	4 735	4 809	16 001	17 528
Services commerciaux	9 571	9 413	9 615	9 617	9 813	9 549	38 885	37 946
Services gouvernementaux	238	237	237	239	264	249	946	952
Revenus de placements	16 855	17 604	17 177	16 554	17 635	17 798	62 346	67 010
Investissements directs	7 429	8 726	8 134	6 825	7 914	8 021	27 489	30 953
Intérêts	582	579	574	579	580	579	2 280	2 313
Bénéfices	6 847	8 147	7 559	6 246	7 335	7 442	25 209	28 640
Investissements de portefeuille	6 839	6 823	6 758	6 198	6 166	6 257	28 139	27 192
Intérêts	5 937	5 799	5 649	5 422	5 415	5 549	24 137	23 239
Dividendes	903	1 024	1 109	776	751	709	4 003	3 953
Autres investissements	2 587	2 056	2 286	3 530	3 555	3 519	6 717	8 865
Transferts courants	2 012	2 037	2 143	2 805	2 020	2 145	7 746	8 585
Privé	1 202	1 202	1 228	1 900	1 233	1 274	4 657	4 812
Officiel	810	835	915	906	787	871	3 089	3 773
Total des paiements	134 777	136 717	138 957	137 615	140 110	143 043	510 310	542 491
Soldes								
Biens et services	10 229	14 244	16 749	12 503	8 730	7 970	52 765	51 132
Biens	13 759	17 602	20 494	16 621	12 908	12 245	65 482	64 850
Services	-3 530	-3 358	-3 745	-4 118	-4 178	-4 275	-12 717	-13 718
Voyages	-1 420	-1 419	-1 682	-1 744	-1 610	-1 888	-4 002	-5 800
Transports	-1 550	-1 494	-1 515	-1 635	-1 747	-1 842	-4 977	-5 897
Services commerciaux	-763	-671	-750	-946	-973	-755	-4 374	-2 831
Services gouvernementaux	203	226	201	208	152	210	636	810
Revenus de placements	-4 339	-6 172	-3 636	-1 820	-4 335	-3 236	-24 814	-18 811
Investissements directs	-504	-3 113	-505	1 574	-1 078	-276	-6 812	-4 960
Intérêts	-272	-239	-184	-312	-210	-217	-1 527	-1 038
Bénéfices	-232	-2 874	-321	1 886	-867	-59	-5 286	-3 922
Investissements de portefeuille	-3 772	-3 606	-3 320	-2 662	-2 462	-2 363	-17 957	-14 548
Intérêts	-5 024	-4 757	-4 459	-4 226	-4 055	-4 023	-21 750	-19 234
Dividendes	1 253	1 151	1 139	1 564	1 593	1 660	3 793	4 686
Autres investissements	-64	547	188	-733	-794	-597	-44	696
Transferts courants	-2	23	-87	-172	288	352	-319	-519
Privé	-579	-542	-614	-1 157	-586	-518	-1 872	-2 225
Officiel	577	564	528	985	874	870	1 554	1 706
Compte courant	5 888	8 095	13 026	10 511	4 683	5 086	27 633	31 802

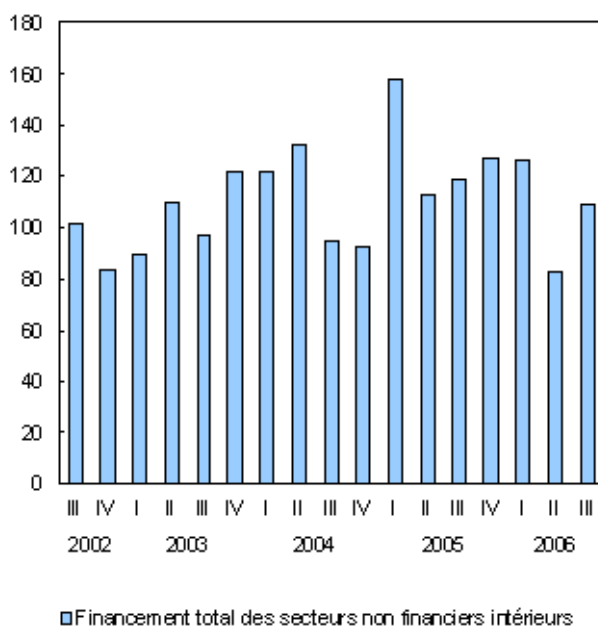
Comptes des flux financiers

Troisième trimestre de 2006

Le financement total des secteurs non financiers intérieurs sur les marchés de crédit au troisième trimestre de 2006 a atteint 109,1 milliards de dollars (données désaisonnalisées aux taux annuels), en hausse par rapport au deuxième trimestre. La chose s'explique par un ralentissement du remboursement de la dette du secteur public comparativement au deuxième trimestre et par une demande soutenue de financement du secteur privé.

Le financement total de tous les secteurs non financiers intérieurs se redresse

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



La baisse des taux hypothécaires et le recul du rendement obligataire ont été les faits saillants sur les marchés financiers pendant le troisième trimestre de 2006, malgré un taux d'escompte inchangé depuis mai 2006. Après avoir affiché des gains en juillet et août, les cours de la bourse de Toronto ont terminé le troisième trimestre légèrement au-dessus des indices de juin 2006. Le dollar canadien a conservé sa force face à la devise américaine, se situant un peu en deçà de la marque des 90 cents.

Le secteur des ménages

Dans l'ensemble, les emprunts des ménages ont augmenté pendant le troisième trimestre. La demande hypothécaire s'est adoucie en raison de la faiblesse de l'investissement résidentiel. De fortes dépenses pour les biens de consommation durables—en particulier les véhicules automobiles—et les services ont entraîné une reprise de l'usage du crédit à la consommation.

La dette totale des ménages, soit la somme des emprunts hypothécaires et du crédit à la consommation, a légèrement augmenté pour atteindre 109,5 % du revenu personnel disponible. Par contre, les frais de service de la dette sont demeurés stables, équivalant à 8 % environ du revenu personnel disponible.

Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

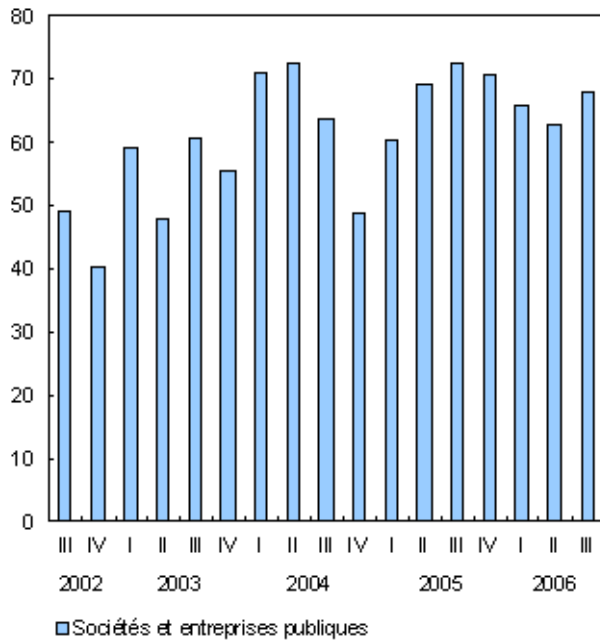
Le secteur des sociétés

La situation de prêteur net du secteur des sociétés face au reste de l'économie s'est maintenue, tandis que ses excédents augmentaient pendant le troisième trimestre. Les sociétés ont continué de produire à l'interne plus de fonds que nécessaires pour financer d'importants investissements. Les bénéfices étaient en hausse de 2,7 % à la fin du trimestre et l'épargne nette s'est accentuée pour un deuxième trimestre consécutif, après avoir légèrement diminué au premier trimestre.

La demande réduite d'emprunts de capitaux de la part des sociétés privées non financières au cours du trimestre s'est répercutée sur les emprunts et les effets à court terme. Les émissions nettes de nouvelles actions étaient toujours moindres que celles qui ont marqué le premier trimestre de 2006, en dépit de la progression des cours boursiers pendant l'été.

L'excédent des sociétés progresse

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Le secteur des administrations publiques

Une baisse des recettes fiscales et un transfert de 3,3 milliards de dollars aux provinces en vertu de la loi C-48 ont transformé l'administration fédérale en emprunteur net (données désaisonnalisées aux taux annuels) pour la première fois en six trimestres. L'excédent global des administrations publiques s'est replié au troisième trimestre.

Emprunt total des administrations publiques

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

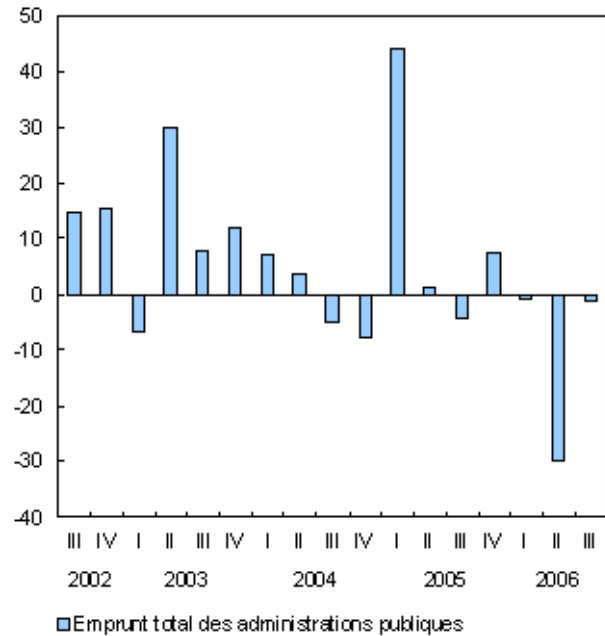


Tableau sommaire du marché financier

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Financement:								
Particuliers et entreprises individuelles	63 032	64 476	64 564	66 844	66 048	69 988	61 280	63 397
Crédit à la consommation	21 824	21 864	21 404	21 516	21 956	22 520	21 329	21 667
Emprunts bancaires	1 332	1 276	1 148	1 392	3 792	2 176	1 535	1 610
Autres emprunts	1 288	1 308	1 212	2 364	-628	4 416	3 072	1 061
Hypothèques	38 588	40 028	40 800	41 572	40 928	40 876	35 344	39 059
Sociétés privées non financières	47 632	59 976	54 748	60 992	44 576	38 724	51 282	53 904
Emprunts bancaires	5 820	-1 188	9 736	9 044	10 100	-6 724	8 953	4 619
Autres emprunts	4 904	1 380	-336	6 620	10 172	8 240	-4 671	2 537
Autres effets à court terme	-448	9 548	1 236	10 012	15 060	2 812	2 654	3 925
Hypothèques	7 692	11 068	12 228	12 420	13 192	13 864	6 442	9 571
Obligations	11 908	20 392	12 624	-864	-15 152	11 588	16 065	14 545
Actions	17 756	18 776	19 260	23 760	11 204	8 944	21 839	18 707
Entreprises publiques non financières	1 008	-1 308	232	-324	2 356	1 628	-1 654	-207
Emprunts bancaires	-312	580	56	-344	812	404	7	5
Autres emprunts	3 068	-1 136	-928	724	-416	-316	250	241
Autres effets à court terme	-912	1 612	1 424	88	-1 712	-268	-1 160	-156
Hypothèques	12	0	0	0	-4	-4	-4	2
Obligations	-848	-2 364	-320	-792	3 676	1 812	-747	-299
Actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Administration fédérale	-17 796	440	-720	-2 064	-28 576	-7 616	-18 791	2 309
Emprunts bancaires	136	132	136	-40	-60	-36	140	141
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	-8 200	11 108	8 172	8 600	-21 236	-3 556	-55	11 036
Obligations d'épargne du Canada	-1 644	-1 572	-1 132	-2 336	-1 728	-1 444	-1 443	-1 751
Autres obligations	-8 088	-9 228	-7 896	-8 288	-5 552	-2 580	-17 433	-7 117
Autres paliers d'administration publique	19 052	-4 820	8 164	1 104	-1 276	6 384	18 346	9 734
Emprunts bancaires	168	248	492	820	-160	-52	-502	209
Autres emprunts	248	732	768	-300	96	-656	1 090	732
Autres effets à court terme	-4 220	-5 036	8 840	4 112	2 992	-5 476	-1 764	-4 440
Hypothèques	-12	-12	-12	16	-8	-4	-33	-13
Obligations provinciales	22 072	-3 684	-2 832	-6 716	-4 996	9 460	17 334	11 648
Obligations municipales	832	2 368	628	3 004	732	3 020	1 878	1 290
Autres obligations	-36	564	280	168	68	92	343	308
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	112 928	118 764	126 988	126 552	83 128	109 108	110 463	129 137
Crédit à la consommation	21 824	21 864	21 404	21 516	21 956	22 520	21 329	21 667
Emprunts bancaires	7 144	1 048	11 568	10 872	14 484	-4 232	10 133	6 584
Autres emprunts	9 508	2 284	716	9 408	9 224	11 684	-259	4 571
Effets à court terme, Canada	-8 200	11 108	8 172	8 600	-21 236	-3 556	-55	11 036
Autres effets à court terme	-5 580	6 124	11 500	14 212	16 340	-2 932	-270	-671
Hypothèques	46 280	51 084	53 016	54 008	54 108	54 732	41 749	48 619
Obligations	24 196	6 476	1 352	-15 824	-22 952	21 948	15 997	18 624
Actions	17 756	18 776	19 260	23 760	11 204	8 944	21 839	18 707

Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, Millions de dollars								
Revenus	1 020 336	1 036 668	1 048 900	1 078 420	1 075 280	1 089 304	979 012	1 027 733
	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>2,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>5,0</i>	<i>5,0</i>
Rémunération des salariés	682 340	694 340	703 668	721 092	723 040	730 884	651 888	688 150
	<i>1,5</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>2,5</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>5,0</i>	<i>5,6</i>
Revenu net des entreprises individuelles[2]	85 764	86 556	86 988	87 224	87 872	88 396	84 084	86 206
	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>7,3</i>	<i>2,5</i>
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	113 304	115 184	117 416	119 216	121 484	122 856	108 958	114 527
	<i>1,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,9</i>	<i>1,5</i>	<i>1,9</i>	<i>1,1</i>	<i>4,2</i>	<i>5,1</i>
Transferts courants en provenance des administrations publiques	134 976	136 436	136 792	146 316	138 688	142 520	129 956	134 768
	<i>3,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>7,0</i>	<i>-5,2</i>	<i>2,8</i>	<i>4,2</i>	<i>3,7</i>
Transferts courants en provenance des sociétés	1 464	1 512	1 580	1 604	1 612	1 624	1 341	1 496
	<i>2,5</i>	<i>3,3</i>	<i>4,5</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>9,5</i>	<i>11,6</i>
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 488	2 640	2 456	2 968	2 584	3 024	2 785	2 586
	<i>-9,9</i>	<i>6,1</i>	<i>-7,0</i>	<i>20,8</i>	<i>-12,9</i>	<i>17,0</i>	<i>7,7</i>	<i>-7,1</i>
Dépenses	1 012 380	1 026 644	1 038 660	1 052 976	1 065 740	1 077 132	959 297	1 018 274
	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>5,1</i>	<i>6,1</i>
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	756 184	765 928	773 792	785 916	797 132	805 632	719 869	760 380
	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>1,1</i>	<i>4,9</i>	<i>5,6</i>
Transferts courants aux administrations publiques	238 684	242 832	246 736	248 452	249 360	251 848	223 081	240 209
	<i>2,6</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>5,9</i>	<i>7,7</i>
Transferts courants aux sociétés	13 840	14 168	14 484	14 948	15 560	15 924	12 741	14 010
	<i>2,2</i>	<i>2,4</i>	<i>2,2</i>	<i>3,2</i>	<i>4,1</i>	<i>2,3</i>	<i>5,6</i>	<i>10,0</i>
Transferts courants aux non-résidents	3 672	3 716	3 648	3 660	3 688	3 728	3 606	3 675
	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>7,8</i>	<i>1,9</i>
Épargne	7 956	10 024	10 240	25 444	9 540	12 172	19 715	9 459
	<i>-17,3</i>	<i>26,0</i>	<i>2,2</i>	<i>148,5</i>	<i>-62,5</i>	<i>27,6</i>	<i>-1,3</i>	<i>-52,0</i>
Revenu disponible[3]	781 652	793 836	802 164	829 968	825 920	837 456	755 931	787 524
	<i>1,2</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>3,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>4,7</i>	<i>4,2</i>
Taux d'épargne	1,0	1,3	1,3	3,1	1,2	1,5	2,6	1,2

Épargne brute et transferts de capitaux	53 624	56 184	53 572	69 436	54 196	57 088	60 519	54 194
	<i>0,4</i>	<i>4,8</i>	<i>-4,6</i>	<i>29,6</i>	<i>-21,9</i>	<i>5,3</i>	<i>5,1</i>	<i>-10,5</i>
Épargne	7 956	10 024	10 240	25 444	9 540	12 172	19 715	9 459
	<i>-17,3</i>	<i>26,0</i>	<i>2,2</i>	<i>148,5</i>	<i>-62,5</i>	<i>27,6</i>	<i>-1,3</i>	<i>-52,0</i>
Provisions pour consommation de capital	39 812	40 184	40 648	41 220	41 736	42 276	37 799	39 957
	<i>1,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>5,9</i>	<i>5,7</i>
Transferts nets de capitaux	5 856	5 976	2 684	2 772	2 920	2 640	3 005	4 778
	<i>27,4</i>	<i>2,0</i>	<i>-55,1</i>	<i>3,3</i>	<i>5,3</i>	<i>-9,6</i>	<i>57,8</i>	<i>59,0</i>
Moins: Acquisition de capital non financier	109 148	106 488	109 392	115 524	116 448	116 472	100 178	107 572
	<i>3,7</i>	<i>-2,4</i>	<i>2,7</i>	<i>5,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>12,4</i>	<i>7,4</i>
Prêt net	-55 524	-50 304	-55 820	-46 088	-62 252	-59 384	-39 659	-53 378

Transactions: actifs financiers	9 624	24 796	8 860	21 132	7 372	15 588	21 964	13 434

Argent et dépôts	10 532	7 176	4 480	30 788	8 876	33 192	27 752	4 189

Titres de dette canadiens	-9 876	-8 984	-21 348	-25 208	-19 588	-30 792	-12 330	-10 954

Actions de sociétés et fonds mutuels	8 944	10 364	9 840	12 236	924	6 444	-1 906	11 872

Assurance-vie et rentes	36 124	39 892	39 732	45 048	49 872	44 920	31 960	38 021

Autres actifs financiers	-36 100	-23 652	-23 844	-41 732	-32 712	-38 176	-23 512	-29 694

Transactions: passif	60 944	72 672	63 672	70 400	67 292	77 256	59 874	65 575

Crédit à la consommation	21 824	21 864	21 404	21 516	21 956	22 520	21 329	21 667

Emprunts bancaires et autres emprunts	2 620	2 584	2 360	3 756	3 164	6 592	4 607	2 671

Hypothèques	38 588	40 028	40 800	41 572	40 928	40 876	35 344	39 059

Comptes à payer	-2 088	8 196	-892	3 556	1 244	7 268	-1 406	2 178

Investissement financier net	-51 320	-47 876	-54 812	-49 268	-59 920	-61 668	-37 910	-52 141

Divergence du secteur	-4 204	-2 428	-1 008	3 180	-2 332	2 284	-1 749	-1 237

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	340 000	355 936	374 748	366 124	366 296	370 364	315 804	349 829
	<i>3,5</i>	<i>4,7</i>	<i>5,3</i>	<i>-2,3</i>	<i>0,0</i>	<i>1,1</i>	<i>9,8</i>	<i>10,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	183 704	192 368	202 812	195 676	196 924	202 236	171 323	189 455
	<i>2,7</i>	<i>4,7</i>	<i>5,4</i>	<i>-3,5</i>	<i>0,6</i>	<i>2,7</i>	<i>18,3</i>	<i>10,6</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	14 228	14 596	15 516	13 332	13 316	13 668	12 508	14 481
	<i>4,7</i>	<i>2,6</i>	<i>6,3</i>	<i>-14,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,6</i>	<i>1,8</i>	<i>15,8</i>
Ajustement de la valeur des stocks	-1 944	2 976	-1 200	2 044	136	-3 728	-1 574	-326

Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	75 712	77 148	88 452	84 816	84 152	86 276	65 840	77 692
	<i>9,0</i>	<i>1,9</i>	<i>14,7</i>	<i>-4,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,5</i>	<i>10,5</i>	<i>18,0</i>
Intérêts sur la dette de consommation	13 840	14 168	14 484	14 948	15 560	15 924	12 741	14 010
	<i>2,2</i>	<i>2,4</i>	<i>2,2</i>	<i>3,2</i>	<i>4,1</i>	<i>2,3</i>	<i>5,6</i>	<i>10,0</i>
Intérêts sur la dette publique[3]	54 460	54 680	54 684	55 308	56 208	55 988	54 966	54 517
	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,8</i>
Dépenses	237 344	244 236	263 196	262 396	258 068	258 444	227 033	243 805
	<i>3,0</i>	<i>2,9</i>	<i>7,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,6</i>	<i>0,1</i>	<i>5,4</i>	<i>7,4</i>
Intérêts, dividendes et paiements divers	187 928	193 156	210 344	207 896	205 880	204 816	181 299	193 489
	<i>3,0</i>	<i>2,8</i>	<i>8,9</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>3,8</i>	<i>6,7</i>
Impôts directs	47 644	49 308	50 852	49 828	50 160	51 512	44 132	48 514
	<i>3,0</i>	<i>3,5</i>	<i>3,1</i>	<i>-2,0</i>	<i>0,7</i>	<i>2,7</i>	<i>12,7</i>	<i>9,9</i>
Autres transferts courants	1 772	1 772	2 000	4 672	2 028	2 116	1 602	1 802
	<i>6,5</i>	<i>0,0</i>	<i>12,9</i>	<i>133,6</i>	<i>-56,6</i>	<i>4,3</i>	<i>13,1</i>	<i>12,5</i>
Épargne	102 656	111 700	111 552	103 728	108 228	111 920	88 771	106 024
	<i>4,6</i>	<i>8,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>-7,0</i>	<i>4,3</i>	<i>3,4</i>	<i>22,6</i>	<i>19,4</i>
Épargne brute et transferts de capitaux	217 216	227 704	229 524	223 048	228 688	233 496	199 775	221 401
	<i>2,9</i>	<i>4,8</i>	<i>0,8</i>	<i>-2,8</i>	<i>2,5</i>	<i>2,1</i>	<i>11,5</i>	<i>10,8</i>
Épargne	102 656	111 700	111 552	103 728	108 228	111 920	88 771	106 024
	<i>4,6</i>	<i>8,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>-7,0</i>	<i>4,3</i>	<i>3,4</i>	<i>22,6</i>	<i>19,4</i>
Provisions pour consommation de capital	112 032	113 604	115 460	116 732	118 084	119 272	108 474	112 957
	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>1,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>4,1</i>	<i>4,1</i>
Transferts nets de capitaux	2 528	2 400	2 512	2 588	2 376	2 304	2 530	2 420
	<i>12,9</i>	<i>-5,1</i>	<i>4,7</i>	<i>3,0</i>	<i>-8,2</i>	<i>-3,0</i>	<i>-3,6</i>	<i>-4,3</i>
Moins: Acquisition de capital non financier	148 232	155 460	159 016	157 200	165 988	165 484	135 825	153 397
	<i>-1,8</i>	<i>4,9</i>	<i>2,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>5,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>10,0</i>	<i>12,9</i>
Prêt net	68 984	72 244	70 508	65 848	62 700	68 012	63 950	68 004

Transactions: actifs financiers	482 652	459 244	455 728	558 784	442 612	456 148	352 032	453 315

<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	21 824	21 864	21 404	21 516	21 956	22 520	21 329	21 667

Prêts bancaires et autres prêts	13 280	14 500	28 856	30 312	22 252	25 492	28 681	15 427

Hypothèques	53 268	60 548	63 736	62 552	63 396	61 484	46 849	56 540

Effets à court terme	2 720	51 292	27 520	74 688	-9 432	-8 892	-3 659	26 009

Obligations	91 144	68 128	82 356	67 492	46 316	46 812	55 484	75 310

Actions	30 860	5 868	960	-3 064	-17 600	-8 304	22 486	16 742

Investissements étrangers	52 956	60 528	57 816	76 528	68 792	70 428	17 907	51 578

Transactions: passif	412 544	403 948	389 920	494 268	390 736	390 832	286 511	389 311

<i>Dont:</i>								
Argent et dépôts	123 412	96 180	79 988	106 524	67 100	89 676	90 712	93 012

Emprunts bancaires et autres emprunts	17 084	8 748	12 192	18 348	18 292	5 092	14 892	13 490

Effets à court terme	20 480	39 184	12 744	45 624	21 292	16 896	4 903	22 498

Obligations	72 672	81 496	80 400	70 764	31 112	50 224	66 173	71 453

Actions	48 276	46 224	83 872	101 048	50 908	46 292	33 289	58 812

Assurance-vie et rentes	32 804	38 228	36 168	39 764	45 156	39 484	28 773	35 398

Investissement financier net	70 108	55 296	65 808	64 516	51 876	65 316	65 521	64 004

Divergence du secteur	-1 124	16 948	4 700	1 332	10 824	2 696	-1 571	4 000

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	550 156	561 268	575 036	575 240	576 492	577 040	520 780	556 342
	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>2,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>5,7</i>	<i>6,8</i>
Impôts sur revenus	217 608	223 148	228 556	230 728	229 500	233 616	199 588	219 977
	<i>3,3</i>	<i>2,5</i>	<i>2,4</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,8</i>	<i>9,3</i>	<i>10,2</i>
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	64 324	64 516	64 872	65 080	66 596	66 608	62 437	64 271
	<i>1,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>2,3</i>	<i>0,0</i>	<i>1,1</i>	<i>2,9</i>
Impôts sur production et importations	171 764	173 324	174 612	176 384	177 948	174 456	165 063	172 299
	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-2,0</i>	<i>4,4</i>	<i>4,4</i>
Autres transferts courants en provenance des particuliers	9 944	10 076	9 928	10 036	10 072	10 096	9 831	9 955
	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>2,8</i>	<i>1,3</i>
Revenus de placements	44 724	47 080	53 752	49 416	48 996	48 704	43 408	47 420
	<i>1,4</i>	<i>5,3</i>	<i>14,2</i>	<i>-8,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,0</i>	<i>9,2</i>
Ventes de biens et services[2]	41 792	43 124	43 316	43 596	43 380	43 560	40 453	42 420
	<i>0,8</i>	<i>3,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>5,7</i>	<i>4,9</i>
Dépenses	522 860	530 244	534 076	554 316	545 604	551 868	504 717	525 959
	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>0,7</i>	<i>3,8</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,1</i>	<i>3,2</i>	<i>4,2</i>
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	304 720	309 676	312 424	324 204	323 468	325 888	290 232	306 662
	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>0,9</i>	<i>3,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>4,5</i>	<i>5,7</i>
Transferts courants	155 072	157 576	158 884	166 940	158 144	162 192	150 333	156 375
	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>5,1</i>	<i>-5,3</i>	<i>2,6</i>	<i>3,0</i>	<i>4,0</i>
Intérêts sur la dette publique	63 068	62 992	62 768	63 172	63 992	63 788	64 152	62 922
	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-2,1</i>	<i>-1,9</i>
Épargne	27 296	31 024	40 960	20 924	30 888	25 172	16 063	30 383
	<i>22,7</i>	<i>13,7</i>	<i>32,0</i>	<i>-48,9</i>	<i>47,6</i>	<i>-18,5</i>	<i>334,0</i>	<i>89,1</i>
Épargne brute et transferts de capitaux	50 072	54 152	64 264	44 376	54 532	48 992	38 562	53 524
	<i>9,8</i>	<i>8,1</i>	<i>18,7</i>	<i>-30,9</i>	<i>22,9</i>	<i>-10,2</i>	<i>49,9</i>	<i>38,8</i>
Épargne	27 296	31 024	40 960	20 924	30 888	25 172	16 063	30 383
	<i>22,7</i>	<i>13,7</i>	<i>32,0</i>	<i>-48,9</i>	<i>47,6</i>	<i>-18,5</i>	<i>334,0</i>	<i>89,1</i>
Provisions pour consommation de capital	24 312	24 428	24 584	24 788	24 948	25 108	23 585	24 408
	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>5,3</i>	<i>3,5</i>
Transferts nets de capitaux	-1 536	-1 300	-1 280	-1 336	-1 304	-1 288	-1 086	-1 267

Moins: Acquisition de capital non financier	33 816	34 536	35 752	36 532	36 952	37 384	31 574	34 264
	<i>2,6</i>	<i>2,1</i>	<i>3,5</i>	<i>2,2</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>4,9</i>	<i>8,5</i>
Prêt net	16 256	19 616	28 512	7 844	17 580	11 608	6 988	19 260

Transactions: actifs financiers	56 340	47 188	55 244	-520	7 668	16 472	18 256	54 823

Argent et dépôts	2 872	2 140	1 532	-2 840	10 808	2 724	35	2 951

Prêts	3 776	3 176	4 884	5 244	-856	-692	5 993	4 053

Titres canadiens	12 048	8 780	22 900	-5 312	-1 504	35 204	9 325	17 325

Autres actifs financiers	37 644	33 092	25 928	2 388	-780	-20 764	2 903	30 494

Transactions: passif	37 920	27 064	20 560	-2 944	-8 192	6 076	9 609	34 552

Emprunts bancaires et autres emprunts	552	1 112	1 396	480	-124	-744	728	1 082

Effets à court terme	-12 420	6 072	17 012	12 712	-18 244	-9 032	-1 819	6 596

Obligations	12 324	-11 852	-11 344	-15 136	-13 600	6 756	19	3 850

Autres passifs	37 464	31 732	13 496	-1 000	23 776	9 096	10 681	23 024

Investissement financier net	18 420	20 124	34 684	2 424	15 860	10 396	8 647	20 271

Divergence du secteur	-2 164	-508	-6 172	5 420	1 720	1 212	-1 659	-1 011

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Comptes sectoriels - non-résidents[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	525 824	531 384	551 136	548 648	550 856	560 780	498 913	531 103
	<i>1,9</i>	<i>1,1</i>	<i>3,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>1,8</i>	<i>5,4</i>	<i>6,5</i>
Ventes de biens (importations)	384 732	389 968	398 256	391 984	399 520	410 240	363 639	388 210
	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,9</i>	<i>2,7</i>	<i>6,1</i>	<i>6,8</i>
Ventes de services (importations)	79 708	79 116	81 064	81 840	83 172	83 040	77 324	79 463
	<i>2,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,5</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>4,7</i>	<i>2,8</i>
Intérêts, dividendes et recettes diverses	53 332	54 156	63 244	63 604	60 084	58 920	50 205	54 844
	<i>9,6</i>	<i>1,5</i>	<i>16,8</i>	<i>0,6</i>	<i>-5,5</i>	<i>-1,9</i>	<i>1,2</i>	<i>9,2</i>
Transferts courants	8 052	8 144	8 572	11 220	8 080	8 580	7 745	8 586
	<i>-15,9</i>	<i>1,1</i>	<i>5,3</i>	<i>30,9</i>	<i>-28,0</i>	<i>6,2</i>	<i>8,7</i>	<i>10,9</i>
Dépenses	547 760	566 892	592 212	571 756	564 384	576 172	525 848	559 932
	<i>2,8</i>	<i>3,5</i>	<i>4,5</i>	<i>-3,5</i>	<i>-1,3</i>	<i>2,1</i>	<i>7,4</i>	<i>6,5</i>
Achats de biens (exportations)	439 780	460 384	480 232	458 488	451 140	459 216	429 122	453 062
	<i>1,8</i>	<i>4,7</i>	<i>4,3</i>	<i>-4,5</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,8</i>	<i>7,6</i>	<i>5,6</i>
Achats de services (exportations)	66 444	66 560	67 044	66 356	67 488	66 980	65 456	66 618
	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>4,4</i>	<i>1,8</i>
Intérêts, dividendes et paiements divers	33 500	31 708	36 712	36 380	36 524	39 992	23 842	32 186
	<i>24,9</i>	<i>-5,3</i>	<i>15,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,4</i>	<i>9,5</i>	<i>13,0</i>	<i>35,0</i>
Transferts courants	8 036	8 240	8 224	10 532	9 232	9 984	7 428	8 066
	<i>3,5</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>28,1</i>	<i>-12,3</i>	<i>8,1</i>	<i>10,2</i>	<i>8,6</i>
Épargne	-21 936	-35 508	-41 076	-23 108	-13 528	-15 392	-26 935	-28 829

Épargne brute et transferts de capitaux	-28 784	-42 584	-44 992	-27 132	-17 520	-19 048	-31 384	-34 760

Épargne	-21 936	-35 508	-41 076	-23 108	-13 528	-15 392	-26 935	-28 829

Transferts nets de capitaux	-6 848	-7 076	-3 916	-4 024	-3 992	-3 656	-4 449	-5 931

Prêt net[2]	-28 784	-42 584	-44 992	-27 132	-17 520	-19 048	-31 384	-34 760

Transactions: actifs financiers	38 600	107 632	53 236	142 684	168 680	144 852	42 261	63 906

Argent et dépôts	3 780	5 728	8 600	-11 004	41 280	-14 908	2 184	4 200

Prêts	-708	-1 564	-16 644	-6 444	544	-256	-5 140	-3 382

Effets à court terme	-3 820	1 860	3 384	12 652	10 172	3 872	-150	520

Obligations	-1 876	-508	-11 064	-5 316	-9 664	13 576	18 507	-1 523

Actions	-20 992	32 412	5 124	29 152	22 704	3 676	35 743	9 134

Autres actifs financiers	62 216	69 704	63 836	123 644	103 644	138 892	-8 883	54 957

Transactions: passif	75 808	135 176	98 916	160 356	176 496	158 896	78 519	96 040

Réserves officielles	-976	-2 636	2 820	6 200	-1 240	1 580	-3 426	1 655

Argent et dépôts	5 124	7 464	8 292	9 552	18 900	18 312	11 198	6 267

Emprunts bancaires et autres emprunts	-3 908	3 668	1 148	6 528	608	13 604	9 307	-1 145

Investissements étrangers	57 360	68 216	65 464	87 720	85 080	80 540	21 323	59 607

Autres passifs	18 208	58 464	21 192	50 356	73 148	44 860	40 117	29 656

Investissement financier net	-37 208	-27 544	-45 680	-17 672	-7 816	-14 044	-36 258	-32 134

Divergence du secteur	8 424	-15 040	688	-9 460	-9 704	-5 004	4 874	-2 626

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

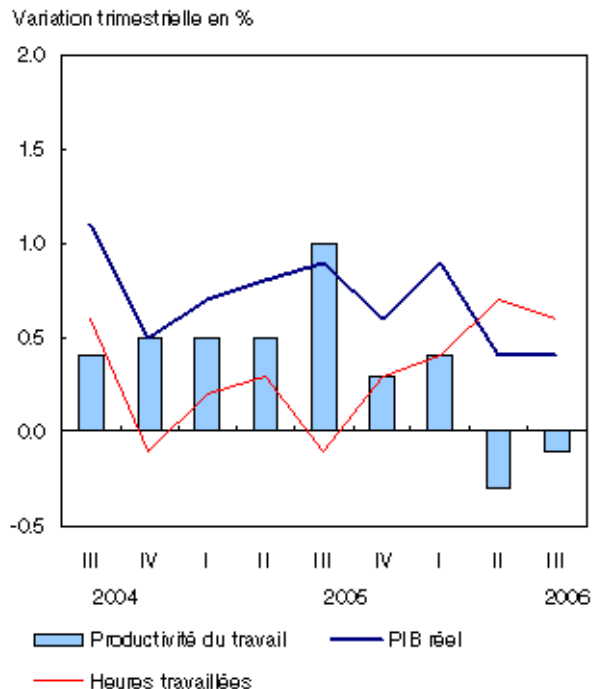
Troisième trimestre de 2006

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes a légèrement fléchi de 0,1 % entre juillet et septembre, soit un peu moins que le déclin de 0,3 % enregistré au deuxième trimestre. Il s'agit d'un deuxième recul consécutif après une série de sept trimestres de croissance positive.

Les gains de productivité réalisés dans l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz, dans les services des finances, assurances et affaires immobilières et de location de même que ceux du commerce de gros ont été complètement neutralisés par les déclinés enregistrés dans le secteur de la fabrication et de la construction.

Au cours des trois premiers trimestres de 2006, la productivité affiche une croissance trimestrielle moyenne de 0,5 % aux États-Unis, alors que celle du Canada demeure nulle en moyenne. Un ralentissement substantiel de la croissance de la productivité dans les deux pays a été observé en regard de 2005.

Les heures travaillées continuent d'augmenter plus vite que le PIB



Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le nouveau module du Système des comptes économiques nationaux (www.statcan.ca/cen). Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à productivite.mesures@statcan.ca.

Révisions

Ce chapitre introduit les données historiques révisées de l'Enquête sur la population active (EPA) publiées en février dernier. Une vue d'ensemble des révisions est présentée dans l'article intitulé « Améliorations apportées à l'EPA en 2006 » (Z1F0031XIF, gratuite). Les nouvelles estimations incorporent également les révisions de 2001 à 2005 du PIB diffusées le 29 septembre par les Comptes des industries et les nouveaux repères annuels du volume d'heures travaillées publiées le 22 novembre dernier. En raison de ces révisions, les données détaillées sur la productivité et autres variables connexes ont été révisées rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 1997.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains** : Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

Avec la valeur du dollar canadien demeurant stable par rapport à la devise américaine, la hausse des coûts unitaires de main d'oeuvre dans les entreprises canadiennes s'est rapprochée de celle de leurs homologues américaines.

Peu de gains de productivité au Canada en 2006...

Les entreprises réalisent des hausses de productivité lorsque leur production de biens et services croît plus vite que le volume de travail consacré à cette production. La productivité du travail est mesurée ici par le ratio du PIB sur le volume d'heures travaillées. Une croissance de la productivité dans le temps contribue à l'amélioration du niveau de vie.

La situation au troisième trimestre de 2006 est semblable à celle du deuxième trimestre au chapitre du rythme de croissance de la production et de celle du facteur travail. Au cours des deux derniers trimestres, la production a évolué exactement au même rythme (+0,4 %), tandis que le volume d'heures travaillées a augmenté plus fortement que la production en affichant une croissance de 0,7 % au deuxième trimestre et de 0,6 % au troisième.

La progression de 0,3 % de l'emploi entre juillet et septembre a été principalement concentrée dans le travail à temps plein. La hausse de la proportion des travailleurs à temps plein explique entièrement la hausse de 0,4 % des heures travaillées par emploi au troisième trimestre.

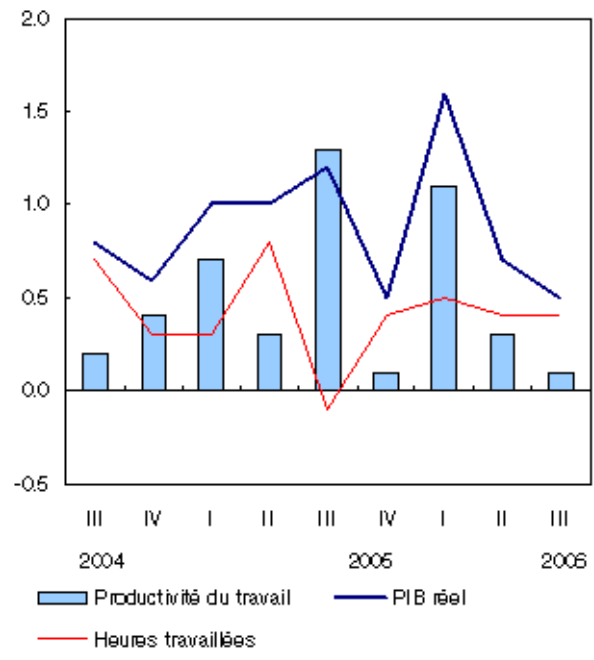
Alors que la productivité ralentit fortement aux États-Unis

Aux États-Unis, la croissance trimestrielle de la productivité du travail a ralenti considérablement depuis le début de 2006.

Après avoir affiché un fort gain de 1,1 % au cours des trois premiers mois de l'année, la productivité du travail des entreprises américaines s'est ensuite détériorée, affichant une croissance (révisée) de 0,3 % au deuxième trimestre et une croissance quasi-nulle au troisième trimestre (+0,1 %).

La productivité américaine ralentit

Variation trimestrielle en %



Entre juillet et septembre, la croissance du volume d'heures travaillées dans les entreprises américaines s'est maintenue tandis que celle de la production a ralenti, ce qui a entraîné une stagnation de la productivité américaine.

Le recul de la productivité continue d'être principalement attribuable au secteur des biens

Le deuxième repli trimestriel consécutif de la productivité dans l'ensemble des entreprises est encore une fois en grande partie attribuable aux entreprises produisant des biens. En affichant un recul de 0,6 % au troisième trimestre, la productivité dans ce secteur reculait pour un troisième trimestre consécutif. Pendant ce temps, celle des entreprises produisant des services continue de ralentir, affichant une croissance parfaitement nulle. Depuis le début de 2006, la productivité du travail dans ce groupe d'industries est passée graduellement d'un taux de croissance de 1,0 % au premier trimestre à 0,0 % au troisième.

La stagnation de la productivité dans les entreprises produisant des services au troisième trimestre s'est produite malgré des hausses de 0,8 % dans les services d'hébergement et de restauration et de 0,7 % dans les services financiers, d'assurance et d'affaires immobilières suivies de près par le commerce de gros (+0,6 %). Par contre, la productivité dans les services de transport et d'entreposage a reculé de 0,7 %, suivie des services professionnels, scientifiques et techniques (-0,5 %).

La croissance nulle de la productivité dans les entreprises produisant des services s'est produite dans le contexte d'une évolution en tandem de la production et des heures de travail. Cela contraste avec les entreprises produisant des biens qui ont affiché une deuxième baisse trimestrielle consécutive de leur volume de production, soit une baisse de 0,1 % au troisième trimestre et de 0,8 % au deuxième. Par contre, le volume d'heures travaillées a cru sensiblement au même rythme durant cette même période, affichant une hausse de 0,5 % au troisième trimestre contre 0,6 % au second.

Le repli de la productivité dans les entreprises produisant des biens reflète surtout les importantes baisses observées dans l'agriculture, la pêche et l'exploitation forestière (-2,9 %), dans l'industrie de la construction (-1,1 %) et dans la fabrication (-0,7 %). Seule l'industrie des mines et extraction de pétrole et de gaz a connu un accroissement de sa productivité au troisième trimestre (+0,8 %).

Ce communiqué introduit des révisions importantes du PIB dans la fabrication qui ont été publiées récemment. Les nouvelles données indiquent une reprise de la productivité dans ce secteur en 2005, après deux années de faible croissance. La hausse de 3,6 % de la productivité en 2005 résulte d'une baisse de 2,9 % du volume d'heures travaillées et d'une hausse modeste de 0,7 % du PIB réel.

Depuis le début de 2006, la production manufacturière a fléchi au cours des trois trimestres, tandis que sa main-d'oeuvre a légèrement progressé au cours des deux derniers trimestres. En conséquence, la productivité dans la fabrication s'est repliée de 0,7 % au troisième trimestre, après avoir affiché un déclin de 1,7 % au deuxième trimestre et une croissance quasi nulle au premier.

En dépit du déclin de la productivité, la croissance du coût unitaire de main-d'œuvre demeure modérée

Le coût unitaire de main-d'œuvre correspond au ratio de la rémunération horaire sur la productivité du travail.

Au troisième trimestre de 2006, les coûts de main-d'œuvre par unité du PIB ont progressé de 1,4 % dans les entreprises produisant des biens, tandis qu'ils ont augmenté de 0,9 % dans les entreprises produisant des services. La hausse des coûts de main-d'œuvre au troisième trimestre est surtout attribuable à une accélération de la croissance des salaires horaires tant pour les industries produisant des biens (+0,8 %) que pour les services (+0,9 %).

Dans les entreprises produisant des services, les principales diminutions dans le coût unitaire de main-d'oeuvre ont été observées dans le commerce de détail (-0,8 %) et dans l'hébergement et la restauration (-0,2 %). En revanche, les services professionnels, scientifiques et techniques (+3,6 %) et les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (+2,4 %) ont affiché les principales hausses du coût unitaire de main-d'œuvre au cours du troisième trimestre.

Du côté des entreprises produisant des biens, le coût unitaire de main-d'oeuvre s'est accru dans tous les secteurs, la plus forte hausse s'étant produite dans la construction (+2,5 %). Le secteur minier, l'extraction du pétrole et du gaz qui a été affligé par plusieurs arrêts de production en raison de réparations imprévues au cours des six premiers mois de 2006 est revenu à des conditions de production moins chaotiques, ce qui a entraîné un net ralentissement de la croissance de son coût unitaire de main-d'oeuvre qui s'est établi à 1,2 % après avoir augmenté de 2,5 % en moyenne trimestrielle au cours des trois trimestres précédents.

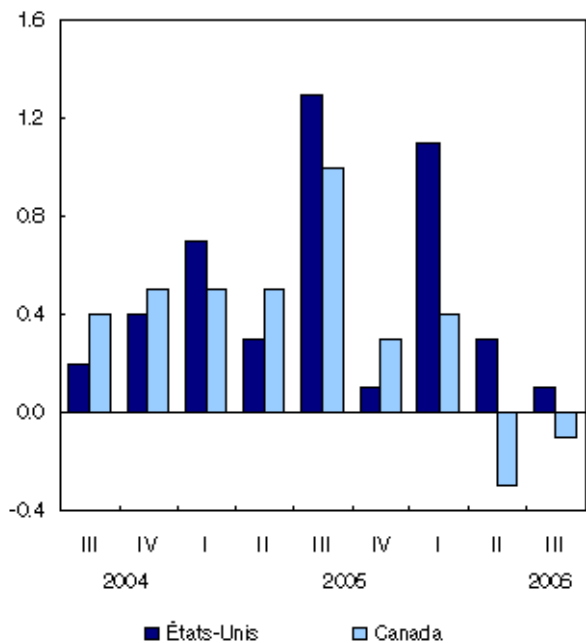
Au troisième trimestre, les fabricants ont vu leurs coûts de main-d'oeuvre par unité de production s'accroître de 1,2 % par rapport à 0,6 % au deuxième trimestre. Cependant, la stabilité du dollar canadien a permis aux fabricants canadiens de stabiliser leur position concurrentielle par rapport à leurs homologues américaines.

Stagnation de la productivité au troisième trimestre dans les deux pays

Au troisième trimestre, le PIB réel dans les entreprises canadiennes s'est accru au même rythme que dans les entreprises américaines. Depuis le premier trimestre de 2006, les deux pays avaient connu un ralentissement prononcé de la croissance de leur PIB.

La productivité trimestrielle demeure faible dans les deux pays

Variation trimestrielle en %



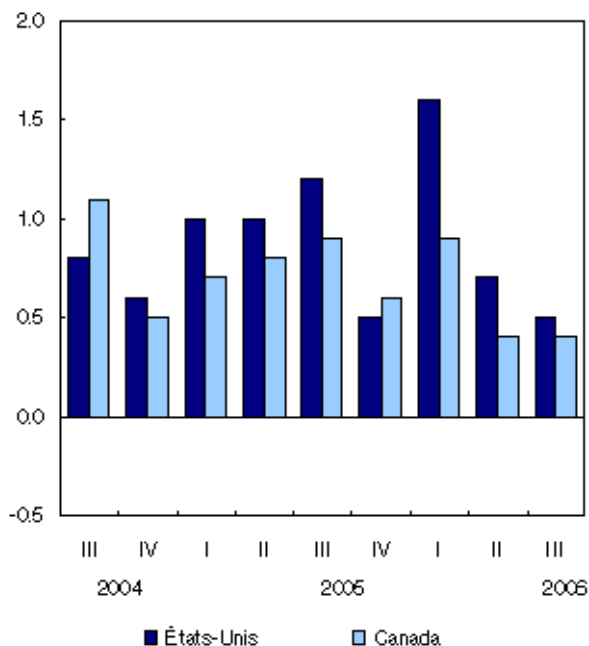
Alors que le PIB au Canada a crû au même rythme qu'au deuxième trimestre, la croissance du PIB aux États-Unis a connu une légère décélération au troisième trimestre.

Contrairement au PIB, l'augmentation des heures travaillées dans chacun des deux pays n'avait pas ralenti en 2006. Le volume des heures travaillées au troisième trimestre dans les deux pays s'est accru sensiblement au même rythme qu'au deuxième trimestre.

Le PIB réel canadien au troisième trimestre, qui a affiché une progression identique à celle du trimestre précédent (+0,4 %), accuse un ralentissement prononcé par rapport aux trois premiers mois de l'année (+0,9 %). Il s'agit de la plus faible progression affichée durant deux trimestres consécutifs depuis le début de 2003.

La croissance du PIB demeure faible dans les deux pays

Variation trimestrielle en %



La faiblesse de la croissance du PIB canadien au troisième trimestre s'explique en partie par un net ralentissement dans le rythme d'accumulation des stocks des entreprises relativement au deuxième trimestre. Un nouveau repli de la construction résidentielle a également freiné la croissance du PIB canadien.

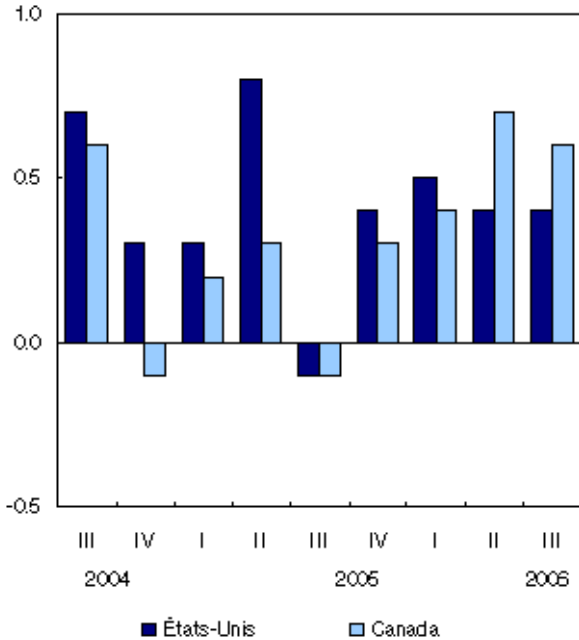
Du côté des entreprises américaines, la croissance de leur PIB continue de ralentir au troisième trimestre, en raison principalement de la dégringolade de l'investissement immobilier des ménages (-4,2 %).

Le gain de 0,5 % du PIB au sud de la frontière observé au troisième trimestre représente un ralentissement graduel de l'économie américaine depuis le début de l'année. Le PIB américain avait affiché une forte hausse de 1,6 % au premier trimestre et ralenti à 0,7 % au deuxième trimestre de 2006.

Sur le front du marché du travail, le volume d'heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes a augmenté de 0,6 % au troisième trimestre, soit une augmentation semblable à celle enregistrée au trimestre précédent (+0,7 %). La totalité de la progression de l'emploi entre juillet et septembre a été observée dans le travail à temps plein.

Les heures travaillées dans les deux pays ont maintenu un rythme similaire qu'au deuxième trimestre

Variation trimestrielle en %



En parallèle, le volume d'heures travaillées dans les entreprises américaines a augmenté de 0,4 % au troisième trimestre. Au cours des quatre derniers trimestres, l'augmentation des heures travaillées aux États-Unis s'est maintenue à un rythme moyen de 0,4 % par trimestre.

La stabilité du dollar canadien contribue à l'amélioration de la position compétitive des entreprises canadiennes

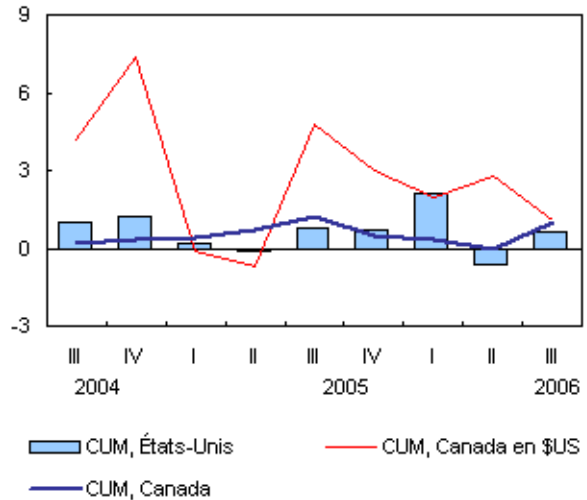
Le coût unitaire de main-d'oeuvre, un indicateur qui mesure le coût des salaires et des avantages sociaux des travailleurs par unité de production économique, continue de grimper plus vite au Canada qu'au États-Unis durant le troisième trimestre, lorsque ce coût est mesuré selon les monnaies nationales respectives.

Au troisième trimestre de 2006, les entreprises américaines n'ont cependant plus qu'un léger avantage par rapport aux entreprises canadiennes au chapitre de l'évolution de leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre, même en tenant compte du taux de change.

Mais, les coûts unitaires de main d'oeuvre ont affiché des augmentations dans les deux pays. Sans tenir compte du taux de change, le coût du travail par unité de production des entreprises canadiennes a augmenté de 1,0 % au troisième trimestre, soit une hausse supérieure à la croissance nulle enregistrée au deuxième trimestre. En comparaison, les entreprises américaines ont vu leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre augmenter de 0,6 % au troisième trimestre. Cela représente une nette accélération par rapport à la baisse de 0,6 % au deuxième trimestre.

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en \$US décèlent

Variation trimestrielle en %



Au cours des quatre trimestres précédents, l'appréciation du dollar canadien a eu un fort impact sur les coûts unitaires de main-d'oeuvre au Canada. Mesurés en dollars américains, les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens ont augmenté en moyenne de 3,2 % au cours de cette période.

Cependant, les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens, exprimés en dollars américains, ont fortement ralenti au cours de la période de juillet à septembre, puisque le dollar canadien est demeuré stable.

La valeur du dollar canadien face à la devise américaine s'étant appréciée d'à peine 0,1 %, la hausse des coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en dollars américains s'est limitée à seulement 1,1 % au troisième trimestre. Cela représente un taux légèrement supérieur à celui de 0,6 % enregistré aux États-Unis.

Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006
Désaisonnalisées						
Variation en pour cent d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	0,5	1,0	0,3	0,4	-0,3	-0,1
PIB réel	0,8	0,9	0,6	0,9	0,4	0,4
Heures travaillées	0,3	-0,1	0,3	0,4	0,7	0,6
Rémunération horaire	1,2	2,2	0,9	0,8	-0,2	0,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,7	1,2	0,5	0,3	0,0	1,0
Taux de change[2]	1,4	-3,3	-2,4	-1,5	-2,8	-0,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-0,7	4,8	3,0	2,0	2,8	1,1
États-Unis						
Productivité du travail	0,3	1,3	0,1	1,1	0,3	0,1
PIB réel	1,0	1,2	0,5	1,6	0,7	0,5
Heures travaillées	0,8	-0,1	0,4	0,5	0,4	0,4
Rémunération horaire	0,2	2,0	0,8	3,2	-0,3	0,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,1	0,8	0,7	2,1	-0,6	0,6
Variation en pour cent par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	2,0	2,6	2,4	2,3	1,5	0,4
PIB réel	3,0	2,8	3,0	3,2	2,8	2,4
Heures travaillées	1,0	0,3	0,6	0,9	1,3	2,0
Rémunération horaire	3,7	5,3	5,4	5,2	3,8	2,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,6	2,7	3,0	2,9	2,1	1,8
Taux de change[2]	-8,6	-8,1	-4,0	-5,9	-9,7	-6,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	11,1	11,6	7,1	9,3	13,2	9,3
États-Unis						
Productivité du travail	1,6	2,7	2,4	2,7	2,7	1,5
PIB réel	3,6	3,9	3,7	4,4	4,0	3,4
Heures travaillées	1,9	1,2	1,3	1,6	1,3	1,8
Rémunération horaire	4,0	4,9	4,0	6,4	5,8	4,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,3	2,1	1,6	3,6	3,0	2,8
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Productivité du travail	2,1	3,9	1,4	1,7	-1,0	-0,3
PIB réel	3,1	3,6	2,4	3,6	1,8	1,8
Heures travaillées	1,0	-0,3	1,0	1,7	2,8	2,4
Rémunération horaire	4,8	9,3	3,7	3,3	-0,9	3,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,9	5,1	2,1	1,4	0,0	3,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-2,8	20,5	12,7	8,2	11,8	4,6
États-Unis						
Productivité du travail	1,2	5,0	0,2	4,5	1,1	0,4
PIB réel	4,1	4,9	1,8	6,7	2,7	2,2
Heures travaillées	2,9	-0,1	1,6	2,1	1,7	1,8
Rémunération horaire	0,8	8,3	3,1	13,6	-1,4	2,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,4	3,2	2,9	8,7	-2,5	2,5

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Secteur des entreprises - quelques variables associées au marché du travail[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006
Désaisonnalisées						
Variation en pour cent d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	0,5	0,2	-0,1	0,5	0,9	0,2
Heures travaillées	0,3	-0,1	0,3	0,4	0,7	0,6
Heures moyennes	-0,3	-0,2	0,3	0,0	-0,3	0,4
Part du travail[2]	0,0	-1,2	-0,6	1,3	0,3	0,7
États-Unis						
Tous les emplois	0,5	-0,1	0,3	0,6	0,4	0,2
Heures travaillées	0,8	-0,1	0,4	0,5	0,4	0,4
Heures moyennes	0,3	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,3
Part du travail[2]	-0,7	0,0	-0,1	1,4	-1,3	0,3
Variation en pour cent par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	2,1	1,5	1,3	1,1	1,5	1,5
Heures travaillées	1,0	0,3	0,6	0,9	1,3	2,0
Heures moyennes	-1,1	-1,2	-0,7	-0,2	-0,2	0,4
Part du travail[2]	-0,5	-1,0	-1,6	-0,5	-0,2	1,7
États-Unis						
Tous les emplois	2,0	1,4	1,3	1,3	1,3	1,5
Heures travaillées	1,9	1,2	1,3	1,6	1,3	1,8
Heures moyennes	0,0	-0,2	0,1	0,3	0,0	0,2
Part du travail[2]	-0,3	-0,8	-1,3	0,6	0,0	0,3
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Tous les emplois	2,0	0,7	-0,3	2,0	3,7	0,7
Heures travaillées	1,0	-0,3	1,0	1,7	2,8	2,4
Heures moyennes	-1,2	-0,8	1,2	0,0	-1,2	1,6
Part du travail[2]	0,0	-4,6	-2,6	5,3	1,3	3,0
États-Unis						
Tous les emplois	2,0	-0,3	1,3	2,4	1,7	0,7
Heures travaillées	2,9	-0,1	1,6	2,1	1,7	1,8
Heures moyennes	1,2	0,0	0,4	-0,4	0,0	1,2
Part du travail[2]	-2,8	0,0	-0,4	5,9	-5,2	1,2

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Productivité du travail par industrie

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	115,0	116,6	117,3	116,8	115,3	114,6	114,4	116,0
	<i>0,1</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,3</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	155,3	159,8	157,0	156,6	151,7	147,3	151,1	156,9
	<i>-0,1</i>	<i>2,9</i>	<i>-1,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>-3,1</i>	<i>-2,9</i>	<i>7,3</i>	<i>3,8</i>
Construction	111,2	111,9	113,0	114,4	114,9	113,6	113,2	112,4
	<i>-2,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,7</i>
Fabrication	117,9	119,5	121,0	120,9	118,9	118,1	114,6	118,7
	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,7</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>3,6</i>
Secteur des entreprises - services	115,3	116,4	116,9	118,1	118,5	118,5	112,8	115,7
	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>2,6</i>
Commerce de gros	131,4	133,4	136,6	139,8	141,7	142,6	123,1	132,1
	<i>3,4</i>	<i>1,5</i>	<i>2,4</i>	<i>2,3</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>7,4</i>
Commerce de détail	124,6	125,3	126,7	129,1	130,4	130,7	122,6	125,4
	<i>-0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>1,4</i>	<i>2,3</i>
Transport et entreposage	110,8	113,0	114,2	114,0	114,0	113,2	107,7	112,0
	<i>0,6</i>	<i>2,0</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,2</i>	<i>4,0</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	116,8	123,4	123,0	123,1	122,4	123,0	114,4	119,6
	<i>1,5</i>	<i>5,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>-1,9</i>	<i>4,5</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	109,1	107,8	106,2	106,5	107,0	107,8	110,2	108,1
	<i>0,0</i>	<i>-1,2</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>-1,9</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	117,6	118,1	118,1	118,1	118,4	117,8	115,9	117,8
	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,6</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	95,9	96,5	96,7	96,9	97,4	97,0	95,3	96,2
	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>-2,4</i>	<i>0,9</i>
Hébergement et services de restauration	112,9	114,2	114,3	115,3	113,2	114,1	110,5	112,9
	<i>2,5</i>	<i>1,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>2,2</i>
Autres services commerciaux	109,3	110,3	110,6	113,1	112,9	112,8	107,2	109,7
	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>2,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>2,4</i>

Coût unitaire de main d'oeuvre par industrie

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
	Désaisonnalisées							
Secteur des entreprises - biens	112,1	113,1	112,8	113,1	114,3	115,9	111,0	112,7
	-0,4	0,9	-0,3	0,3	1,1	1,4	2,0	1,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	99,0	97,6	100,4	102,9	100,8	102,0	108,6	100,3
	-5,1	-1,4	2,9	2,5	-2,0	1,2	0,1	-7,6
Construction	105,5	107,6	106,5	103,5	105,4	108,0	103,3	105,9
	1,3	2,0	-1,0	-2,8	1,8	2,5	0,4	2,5
Fabrication	107,1	107,9	107,0	107,4	108,0	109,3	107,3	107,5
	-0,7	0,7	-0,8	0,4	0,6	1,2	1,1	0,2
Secteur des entreprises - services	113,2	114,6	115,4	115,8	115,2	116,2	110,9	113,8
	1,2	1,2	0,7	0,3	-0,5	0,9	1,8	2,6
Commerce de gros	94,1	95,2	95,7	94,2	92,4	93,1	96,8	95,3
	-2,0	1,2	0,5	-1,6	-1,9	0,8	-0,1	-1,6
Commerce de détail	103,6	104,7	105,8	103,4	103,7	102,9	102,3	103,9
	2,3	1,1	1,1	-2,3	0,3	-0,8	1,4	1,5
Transport et entreposage	112,5	112,0	112,2	112,8	112,1	113,1	110,9	112,0
	1,3	-0,4	0,2	0,5	-0,6	0,9	-0,6	0,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	108,9	108,5	111,9	113,0	113,6	114,0	106,8	109,2
	1,2	-0,4	3,1	1,0	0,5	0,4	2,0	2,3
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	116,9	119,0	120,3	120,9	121,7	121,8	112,6	117,8
	1,6	1,8	1,1	0,5	0,7	0,1	3,0	4,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	119,7	121,2	121,7	122,3	120,0	124,3	117,8	120,6
	0,0	1,3	0,4	0,5	-1,9	3,6	1,9	2,4
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	130,0	130,3	130,8	131,7	131,6	134,7	125,4	129,8
	1,6	0,2	0,4	0,7	-0,1	2,4	5,3	3,4
Hébergement et services de restauration	120,6	129,3	126,8	128,5	129,1	128,8	114,8	122,7
	5,6	7,2	-1,9	1,3	0,5	-0,2	2,2	6,9
Autres services commerciaux	123,2	123,7	124,8	129,7	129,2	130,0	118,2	123,4
	1,1	0,4	0,9	3,9	-0,4	0,6	3,1	4,4

Bilan des investissements internationaux

Troisième trimestre de 2006

Le passif net du Canada envers les résidents étrangers est tombé à son point le plus bas en un quart de siècle à la fin de septembre.

Le passif net envers l'étranger – la différence entre la valeur de notre passif international et de notre actif international – a atteint 131,9 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre, en baisse de 12,5 %, ou de 18,8 milliards de dollars, par rapport à la fin du deuxième trimestre.

Il s'agit du plus bas niveau observé depuis la fin de 1980, où l'actif international ne représentait qu'environ la moitié du passif international.

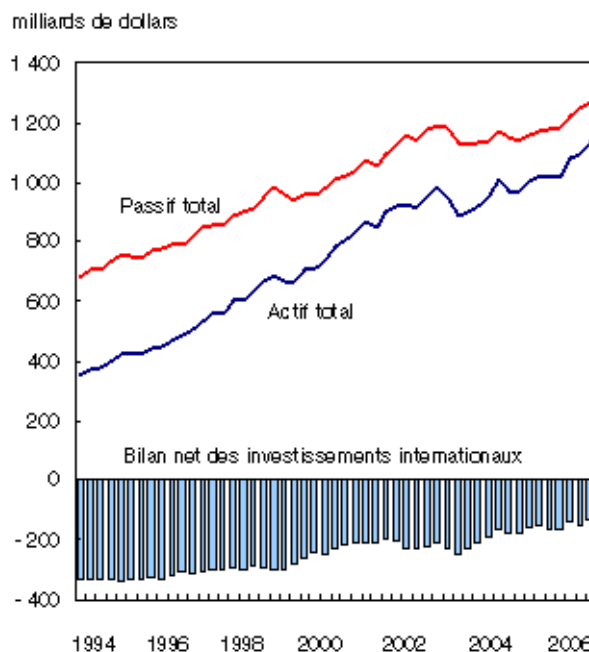
La valeur de l'actif international du Canada a crû de 40,7 milliards de dollars et a atteint 1 137,0 milliards de dollars à la fin du trimestre. Des gains ont été observés dans la plupart des catégories d'actifs, surtout dans les investissements directs canadiens à l'étranger et les avoirs canadiens en obligations étrangères.

En même temps, le passif international du Canada a monté de 22,0 milliards de dollars et atteint 1 269,0 milliards de dollars. Les deux tiers de cette augmentation sont attribuables à une progression des investissements directs étrangers au Canada.

La variation du dollar canadien par rapport aux devises étrangères a eu très peu d'effet sur la valeur des avoirs existants au troisième trimestre. Le dollar canadien s'est apprécié de 1,6 % par rapport au yen japonais et de 0,7 % par rapport à l'euro. Il a par contre perdu 1,4 % par rapport à la livre sterling et est resté pratiquement inchangé comparativement au dollar américain.

Le passif net représentait 9,2 % du produit intérieur brut du Canada à la fin du troisième trimestre, soit la plus faible proportion historique, en baisse par rapport au 10,5 % observé à la fin du deuxième trimestre. Cette proportion n'a pas cessé de reculer depuis le sommet de 44,3 % atteint en 1994.

Bilan des investissements internationaux du Canada



Hausse globale de l'actif à l'étranger

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 487,8 milliards de dollars à la fin de septembre, en hausse de 11,4 milliards de dollars par rapport à la fin de juin.

Cette augmentation est venue principalement d'injections de fonds de roulement dans les sociétés affiliées à l'étranger existantes et des bénéfices réinvestis. De ce total, les investissements directs aux États-Unis se sont élevés à 216,7 milliards de dollars.

Les investisseurs canadiens ont continué d'acheter des obligations étrangères à un rythme soutenu au cours du troisième trimestre. Par conséquent, les avoirs canadiens en obligations étrangères ont crû de 9,3 milliards de dollars et atteint un record de 112,4 milliards de dollars.

Note aux lecteurs

Estimations fondées sur la valeur au marché

Depuis le premier trimestre de 2005, les investissements totaux de portefeuille (actions, obligations et instruments du marché monétaire) sont disponibles à la valeur au marché. Les estimations annuelles selon la valeur au marché des investissements directs étrangers sont aussi disponibles et on été diffusées plus tôt cette année. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan des investissements internationaux. L'analyse qui suit porte sur des données fondées sur la valeur comptable, le jeu complet d'estimations fondées sur la valeur au marché n'étant pas actuellement disponible.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Le gros de cette augmentation est allé aux obligations d'outre-mer, les Canadiens ayant augmenté leurs avoirs en obligations d'outre-mer d'environ 22 % au troisième trimestre.

En deux ans, les Canadiens ont plus que doublé leurs avoirs en obligations étrangères, qui sont passés de 53,4 milliards de dollars à 112,4 milliards de dollars. Les obligations étrangères représentaient 10 % de l'actif international du Canada à la fin du trimestre comparativement à seulement 5 % il y a deux ans. La limite de contenu étranger à l'égard des véhicules de placement canadien à imposition reportée a été supprimée en 2005, ce qui n'est certainement pas étranger à cette augmentation.

Les investisseurs canadiens ont aussi accru considérablement leurs avoirs en instruments du marché monétaire étranger à la fin du trimestre. Ces avoirs ont atteint 17,6 milliards de dollars, en hausse de 38,6 % par rapport au deuxième trimestre.

Comme dans le cas des obligations, le gros de cette progression est allé aux titres d'outre-mer, et surtout aux titres libellés en dollars canadiens. En même temps, les avoirs en actions étrangères ont atteint 195,5 milliards de dollars, en hausse de 2,4 milliards de dollars.

Alors que les réserves officielles internationales du Canada étaient stables, les niveaux des autres catégories d'actif, comme les prêts et les dépôts, étaient en hausse à la fin de septembre.

Passif : Saut des investissements directs étrangers

Les investissements directs étrangers au Canada ont fait un bond de 14,2 milliards de dollars pour atteindre 447,8 milliards de dollars à la fin de septembre, soit la plus forte augmentation trimestrielle depuis 2000. Les investisseurs directs étrangers ont accru leur position d'investissement au Canada principalement grâce à des acquisitions au troisième trimestre.

Les investissements directs étrangers en provenance des États-Unis ont atteint 280,7 milliards de dollars, soit 3,5 milliards de dollars de plus qu'au trimestre précédent. Par ailleurs, les investissements directs en provenance de l'ensemble des autres pays se sont élevés à 167,1 milliards de dollars, en hausse de 10,7 milliards de dollars.

Depuis la fin de 2004, les investissements directs étrangers au Canada ont crû de 17,5 %, ou 66,8 milliards de dollars, tandis que les investissements directs canadiens à l'étranger n'ont augmenté que de 8,1 %, ou 36,4 milliards de dollars.

L'actif net du Canada en investissements directs (la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada) était de 40,0 milliards de dollars à la fin de septembre, en baisse par rapport à 70,4 milliards de dollars à la fin de 2004.

Sur cette période, la baisse de l'actif net en investissements directs a fait contrepoids à la réduction globale du passif net du pays envers l'étranger.

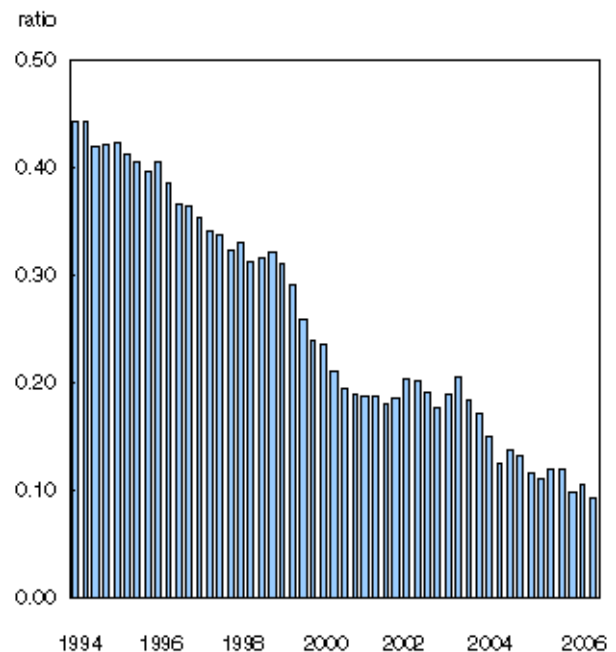
Avoirs étrangers en titres canadiens stables

Les placements de portefeuille étrangers en titres canadiens, y compris les actions, les obligations et les instruments du marché monétaire, étaient stables à la fin de septembre comparativement au trimestre précédent.

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes étaient en progression de 2,7 milliards de dollars et atteignaient 371,9 milliards de dollars, tandis que les avoirs étrangers en actions canadiennes ont subi un léger repli qui les a ramenés à 114,2 milliards de dollars. En même temps, les avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien ont chuté de 1,1 milliard de dollars pour s'établir à 25,9 milliards de dollars, après une solide progression au deuxième trimestre.

Enfin, le passif-prêts vis-à-vis des non-résidents, essentiellement en prêts à court terme, a augmenté de 5,0 milliards de dollars et a atteint 49,0 milliards de dollars.

Passif international net du Canada par rapport au PIB



Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	467 465	456 856	465 058	479 348	476 429	487 780	451 438	465 058
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	70 456	76 144	82 374	93 517	103 059	112 416	58 567	82 374
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>77 301</i>	<i>82 107</i>	<i>88 827</i>	<i>98 997</i>	<i>108 184</i>	<i>121 119</i>	<i>62 941</i>	<i>88 827</i>
Actions étrangères	195 545	188 543	189 175	193 940	193 065	195 513	195 573	189 175
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>395 048</i>	<i>405 695</i>	<i>422 791</i>	<i>459 376</i>	<i>442 666</i>	<i>472 059</i>	<i>384 419</i>	<i>422 791</i>
Marché monétaire étranger	12 218	12 516	13 055	14 084	12 687	17 645	11 079	13 055
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>12 243</i>	<i>12 542</i>	<i>13 108</i>	<i>14 129</i>	<i>12 734</i>	<i>17 716</i>	<i>11 108</i>	<i>13 108</i>
Autres investissements								
Prêts	52 664	51 662	48 325	61 843	65 044	72 785	49 813	48 325
Dépôts	124 080	131 476	120 694	133 941	146 043	150 130	109 446	120 694
Réserves internationales	41 769	38 459	38 030	42 149	40 301	40 131	40 315	38 030
Autres actifs	57 097	56 329	59 319	61 230	59 657	60 640	50 133	59 319
Total de l'actif								
à la valeur comptable	1 021 294	1 011 985	1 016 031	1 080 052	1 096 285	1 137 041	966 363	1 016 031
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 227 667</i>	<i>1 235 126</i>	<i>1 256 152</i>	<i>1 351 013</i>	<i>1 351 058</i>	<i>1 422 360</i>	<i>1 159 613</i>	<i>1 256 152</i>
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	391 872	404 694	415 561	427 012	433 608	447 828	380 951	415 561
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	400 315	383 642	380 017	379 809	369 207	371 901	398 070	380 017
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>440 113</i>	<i>416 005</i>	<i>407 016</i>	<i>401 888</i>	<i>382 801</i>	<i>396 167</i>	<i>429 587</i>	<i>407 016</i>
Actions canadiennes	105 247	107 896	107 598	110 299	114 293	114 188	104 191	107 598
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>270 545</i>	<i>308 234</i>	<i>314 712</i>	<i>346 140</i>	<i>342 404</i>	<i>346 271</i>	<i>250 085</i>	<i>314 712</i>
Marché monétaire canadien	19 710	17 686	20 783	22 868	27 006	25 875	19 621	20 783
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>19 832</i>	<i>17 791</i>	<i>20 899</i>	<i>22 997</i>	<i>27 188</i>	<i>26 080</i>	<i>19 707</i>	<i>20 899</i>
Autres investissements								
Emprunts	48 011	41 239	36 107	40 532	43 964	49 019	40 226	36 107
Dépôts	181 229	198 918	201 639	215 360	236 232	237 450	175 978	201 639
Autres passifs	22 639	22 953	22 829	23 234	22 721	22 705	21 973	22 829
Total du passif								
à la valeur comptable	1 169 024	1 177 030	1 184 534	1 219 113	1 247 030	1 268 964	1 141 011	1 184 534
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 374 241</i>	<i>1 409 834</i>	<i>1 418 763</i>	<i>1 477 163</i>	<i>1 488 918</i>	<i>1 525 520</i>	<i>1 318 507</i>	<i>1 418 763</i>
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-147 729	-165 045	-168 503	-139 060	-150 746	-131 923	-174 647	-168 503
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-146 574</i>	<i>-174 708</i>	<i>-162 611</i>	<i>-126 150</i>	<i>-137 860</i>	<i>-103 160</i>	<i>-158 894</i>	<i>-162 611</i>

Comptes du bilan national

Troisième trimestre de 2006

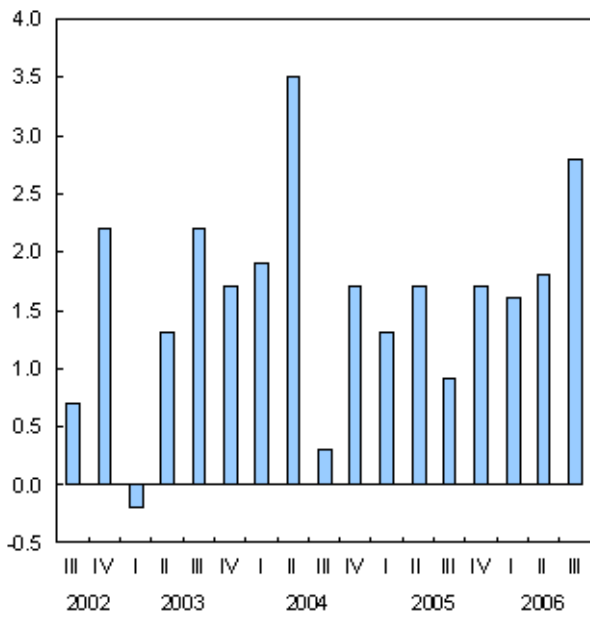
La croissance de la valeur nette nationale s'accélère

La valeur nette nationale a atteint 4,8 billions de dollars à la fin du troisième trimestre, soit 146 700 \$ par personne. L'augmentation de la valeur nette a été attribuable à une hausse du patrimoine national (les actifs non financiers de l'ensemble de l'économie), ainsi qu'à une baisse marquée de la dette extérieure nette. La valeur nette nationale a crû de 2,8 % au troisième trimestre, soit la plus importante hausse observée en plus de deux ans.

La valeur du patrimoine national a progressé de 2,0 % au troisième trimestre, ce qui constitue une hausse correspondante à celle du deuxième trimestre. La progression de la valeur marchande des biens immobiliers résidentiels a continué d'être le principal facteur à l'origine de cette croissance. Les actifs non résidentiels ont aussi contribué à la hausse du patrimoine national. De façon plus particulière, le raffermissement des investissements des entreprises s'est traduit par une accélération de la croissance des ouvrages non résidentiels et des machines et matériel.

Reprise de la croissance de la valeur nette nationale

Variation en %, données non désaisonnalisées



La croissance de la valeur nette des ménages s'accélère

La croissance de la valeur nette des ménages s'est accélérée au troisième trimestre, après le ralentissement noté au deuxième trimestre. Même si elle a progressé à un rythme plus lent, la valeur des biens immobiliers résidentiels a été le facteur le plus important à l'origine de l'augmentation de la valeur nette des ménages. Ce ralentissement traduit principalement une réduction des investissements sur le marché de la revente, combinée aux prix plus élevés des maisons neuves. Même si les augmentations des prix des maisons neuves ont été moins grandes qu'au deuxième trimestre, elles ont continué d'avoir des répercussions concrètes sur la valeur des biens immobiliers résidentiels. Des hausses de la valeur des avoirs de retraite, ainsi que des actions de sociétés et des fonds mutuels, ont aussi contribué de façon significative à la hausse de la valeur nette des ménages au troisième trimestre.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le patrimoine national est la somme des actifs non financiers (soit les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles) de tous les secteurs de l'économie. La valeur nette nationale est le patrimoine national moins la dette extérieure nette (c.-à-d. l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

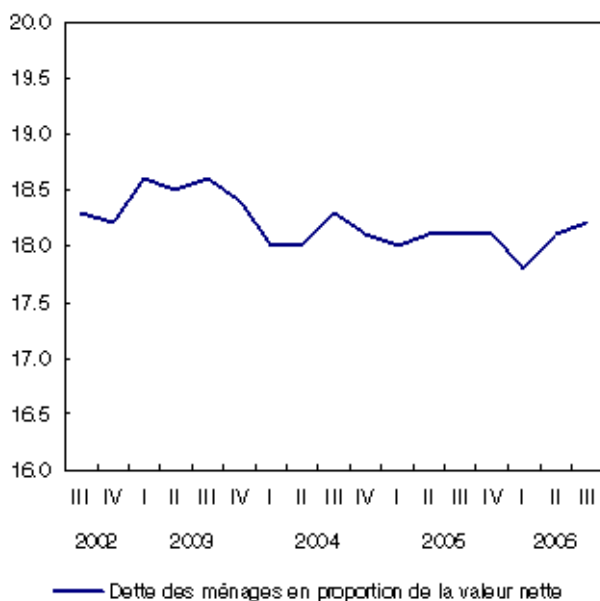
L'épargne nationale représente la somme de l'épargne des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne et les investissements nationaux contribuent à la variation de la valeur nette nationale, tout comme la réévaluation de l'actif et du passif. Parmi les causes de la réévaluation figurent la variation des prix des actions, les taux d'intérêt, les taux de change et les provisions pour prêts.

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, remontent au premier trimestre de 1990; on dispose d'estimations établies selon la valeur marchande depuis juin 2004. Pour obtenir plus de renseignements sur les estimations à la valeur marchande, consultez la page *Estimations du bilan à la valeur marchande* de notre site Web.

Cette augmentation de la valeur nette des ménages s'est accompagnée d'une hausse proportionnellement plus grande de la dette des ménages, ce qui a fait augmenter le ratio de la dette des ménages sur l'avoir net. Les ménages avaient 18 cents de dette pour chaque dollar de valeur nette à la fin du troisième trimestre. Les frais de service de la dette sont demeurés relativement stables à environ 8 % du revenu personnel disponible.

L'endettement des ménages augmente légèrement

En % de la valeur nette, données non désaisonnalisées

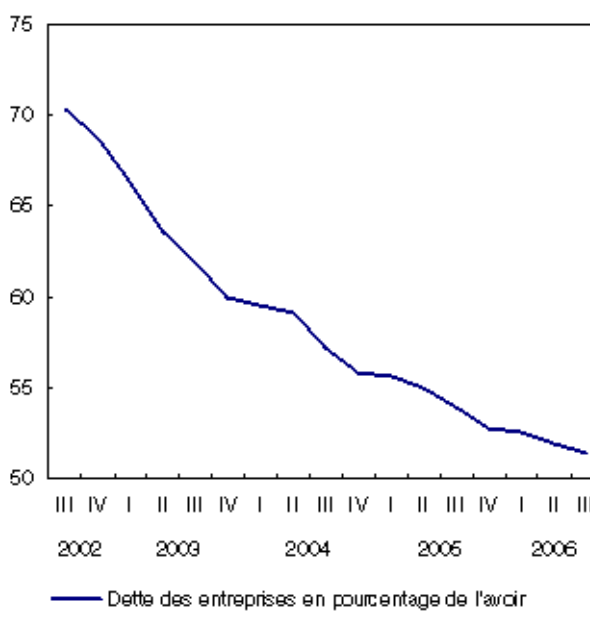


L'endettement des sociétés diminue

Même si la croissance de l'endettement sur le marché du crédit des sociétés non financières s'est accélérée au troisième trimestre, la progression de l'avoir a été plus marquée, et le ratio d'endettement (à la valeur comptable) a poursuivi sa tendance à la baisse. Les sociétés ont continué de produire des fonds excédentaires sur une base nette et sont demeurées un fournisseur de fonds au reste de l'économie, soit une tendance qui s'est amorcée en 2000.

La chute de l'endettement des sociétés se poursuit

En % de l'avoir, données non désaisonnalisées



La dette des administrations publiques continue de diminuer

La dette nette des administrations publiques (le total des passifs financiers moins le total des actifs financiers pour tous les niveaux d'administration publique combinés) a baissé de façon marquée au troisième trimestre, tout comme au deuxième trimestre, grâce à l'excédent enregistré dans le secteur des administrations publiques. La dette nette des administrations publiques (à la valeur comptable), exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), a poursuivi sa baisse progressive et s'approche de 40 %, soit un niveau inégalé depuis des décennies.

Baisse marquée de la dette extérieure nette

La croissance des actifs des Canadiens à l'étranger a été supérieure à celle de la dette des Canadiens envers les non-résidents, ce qui est tout à fait contraire à la situation qui prévalait au trimestre précédent, pendant lequel le bilan des investissements internationaux nets du Canada s'était détérioré. La baisse prononcée de la dette extérieure nette du Canada a favorisé la progression de la valeur nette nationale au troisième trimestre.

Comptes du bilan national[1]

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette national								
Patrimoine national	4 545 <i>1,5</i>	4 610 <i>1,4</i>	4 675 <i>1,4</i>	4 712 <i>0,8</i>	4 807 <i>2,0</i>	4 904 <i>2,0</i>	4 427 <i>6,6</i>	4 675 <i>5,6</i>
Dettes nettes extérieures	-146 <i>...</i>	-175 <i>...</i>	-162 <i>...</i>	-126 <i>...</i>	-138 <i>...</i>	-103 <i>...</i>	-159 <i>...</i>	-162 <i>...</i>
Valeur nette nationale	4 398 <i>1,7</i>	4 436 <i>0,9</i>	4 513 <i>1,7</i>	4 586 <i>1,6</i>	4 670 <i>1,8</i>	4 801 <i>2,8</i>	4 268 <i>7,7</i>	4 513 <i>5,7</i>
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	136 300 <i>1,4</i>	137 000 <i>0,5</i>	139 200 <i>1,6</i>	141 000 <i>1,3</i>	143 100 <i>1,5</i>	146 700 <i>2,5</i>	132 900 <i>6,7</i>	139 200 <i>4,7</i>

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Bilan national, valeur marchande

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	14 536 574	14 880 632	15 124 640	15 495 675	15 620 724	15 913 300	13 928 243	15 124 640
Actifs non financiers	4 544 703	4 610 490	4 675 140	4 711 938	4 807 221	4 903 779	4 427 195	4 675 140
Immeubles résidentiels	1 243 227	1 267 502	1 293 245	1 317 005	1 359 228	1 400 248	1 209 054	1 293 245
Construction non résidentielle	1 103 195	1 117 227	1 131 290	1 122 309	1 133 922	1 149 057	1 084 323	1 131 290
Machines et matériel	409 758	411 343	413 633	415 485	419 272	423 824	403 433	413 633
Biens de consommation durables	364 811	368 365	376 072	377 297	379 943	380 931	359 373	376 072
Stocks	203 093	209 306	209 400	213 032	213 433	219 805	194 088	209 400
Terrains	1 220 619	1 236 747	1 251 500	1 266 810	1 301 423	1 329 914	1 176 924	1 251 500
Actifs financiers nets	-146 451	-174 605	-162 492	-126 017	-137 675	-102 954	-158 809	-162 492
Actifs financiers	9 991 871	10 270 142	10 449 500	10 783 737	10 813 503	11 009 521	9 501 048	10 449 500
Réserves officielles	41 769	38 459	38 029	42 149	40 301	40 130	40 314	38 029
Or et devises étrangères	37 631	34 973	35 357	39 865	38 033	37 860	35 204	35 357
Position de réserve au FMI	3 044	2 439	1 629	1 213	1 219	1 218	3 999	1 629
Droits de tirage spéciaux	1 094	1 047	1 043	1 071	1 049	1 052	1 111	1 043
Argent et dépôts bancaires	854 790	857 176	864 234	884 247	897 827	915 028	782 036	864 234
Autres dépôts	199 379	202 594	209 181	210 311	216 727	219 841	193 067	209 181
Devises et dépôts étrangers	92 734	101 966	107 541	115 675	105 559	121 656	94 783	107 541
Crédit à la consommation	256 451	262 399	267 696	270 831	278 409	284 737	246 006	267 696
Comptes à recevoir	239 568	245 192	251 283	255 785	257 496	259 862	230 371	251 283
Prêts bancaires	213 874	213 482	216 670	224 152	230 660	231 522	204 636	216 670
Autres prêts	213 160	216 310	226 042	230 038	228 416	228 392	208 445	226 042
Effets à court terme, Canada	116 345	116 848	120 159	122 768	109 859	109 471	110 759	120 159
Autres effets à court terme	159 543	169 060	171 059	182 960	190 036	193 055	151 737	171 059
Hypothèques	709 954	728 649	741 904	754 257	772 175	790 034	685 056	741 904
Obligations fédérales (dont les OÉC)	279 924 18 860	277 019 18 651	271 751 17 712	273 217 17 342	271 935 17 125	278 516 16 917	271 141 19 462	271 751 17 712
Obligations provinciales	321 387	322 041	323 792	325 153	318 232	319 266	304 846	323 792
Obligations municipales	39 353	39 091	38 605	39 242	39 131	41 204	37 963	38 605
Autres obligations	398 843	415 214	436 564	452 360	456 049	457 828	367 442	436 564
Assurances-vie et rentes	1 200 967	1 238 576	1 259 364	1 296 811	1 296 912	1 322 401	1 152 666	1 259 364
Créances, entreprises privées	1 194 038	1 216 698	1 228 263	1 253 307	1 276 076	1 298 054	1 163 854	1 228 263
Créances, administrations publiques	212 049	208 328	209 544	213 951	212 293	215 602	209 728	209 544
Actions	1 919 441	2 040 270	2 079 588	2 182 740	2 162 949	2 187 324	1 806 760	2 079 588
Investissements étrangers	490 917	505 359	532 417	581 031	570 841	618 239	460 303	532 417
Autres éléments de l'actif	837 385	855 411	855 814	872 752	881 620	877 359	779 135	855 814
Passif et valeur nette	14 536 574	14 880 632	15 124 640	15 495 675	15 620 724	15 913 300	13 928 243	15 124 640
Passif	10 138 322	10 444 747	10 611 992	10 909 754	10 951 178	11 112 475	9 659 857	10 611 992
Argent et dépôts bancaires	867 763	869 778	880 473	899 776	919 300	932 187	798 264	880 473
Autres dépôts	199 379	202 594	209 181	210 311	216 727	219 841	193 067	209 181
Devises et dépôts étrangers	97 065	111 537	116 274	115 012	104 615	118 590	103 666	116 274
Crédit à la consommation	256 451	262 399	267 696	270 831	278 409	284 737	246 006	267 696
Comptes à payer	239 223	246 475	251 783	258 713	260 335	262 967	232 745	251 783
Emprunts bancaires	204 158	202 496	205 583	211 090	218 419	215 041	194 971	205 583
Autres emprunts	209 471	214 328	216 926	221 332	219 983	220 583	204 771	216 926
Effets à court terme, Canada	124 756	124 832	129 632	136 334	123 882	122 969	118 787	129 632
Autres effets à court terme	169 641	177 985	181 433	190 898	201 381	203 344	162 635	181 433
Hypothèques	710 306	728 999	742 252	754 604	772 518	790 377	685 405	742 252
Obligations fédérales (dont les OÉC)	335 948 18 860	330 319 18 651	323 251 17 712	325 017 17 342	319 294 17 125	320 122 16 917	330 880 19 462	323 251 17 712
Obligations provinciales	453 637	445 016	445 725	445 508	432 939	438 020	430 455	445 725
Obligations municipales	43 095	42 870	42 360	42 840	42 561	44 788	41 691	42 360
Autres obligations	639 372	643 551	659 668	671 204	667 072	682 981	600 755	659 668
Assurances-vie et rentes	1 200 967	1 238 576	1 259 364	1 296 811	1 296 912	1 322 401	1 152 666	1 259 364
Créances, entreprises privées	437 575	460 161	465 205	488 799	513 181	527 553	430 350	465 205
Créances, administrations publiques	212 049	208 328	209 544	213 951	212 293	215 602	209 728	209 544
Actions	2 914 383	3 101 060	3 164 864	3 306 069	3 294 408	3 336 691	2 758 123	3 164 864
Autres éléments du passif	823 083	833 443	840 778	850 654	856 949	853 681	764 892	840 778
Valeur nette	4 398 252	4 435 885	4 512 648	4 585 921	4 669 546	4 800 825	4 268 386	4 512 648

Tableau sommaire du marché du crédit

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	943 913	962 519	977 074	990 152	1 010 115	1 030 480	913 622	977 074
Crédit à la consommation	256 451	262 399	267 696	270 831	278 409	284 737	246 006	267 696
Emprunts bancaires	34 177	34 351	35 269	36 775	36 841	37 455	33 202	35 269
Autres emprunts	72 005	71 750	72 271	73 056	71 923	72 809	71 759	72 271
Hypothèques	581 280	594 019	601 838	609 490	622 942	635 479	562 655	601 838
Sociétés privées non financières	599 451	602 663	604 075	612 500	616 860	623 740	583 239	604 075
Emprunts bancaires	115 644	115 526	117 001	120 307	123 724	120 849	113 301	117 001
Autres emprunts	74 971	74 247	73 696	74 681	76 925	78 132	72 612	73 696
Autres effets à court terme	42 674	47 128	44 784	47 270	49 722	51 561	38 351	44 784
Hypothèques	111 295	114 287	117 270	120 538	123 660	127 266	107 475	117 270
Obligations	254 867	251 475	251 324	249 704	242 829	245 932	251 500	251 324
Entreprises publiques non financières	65 823	65 493	64 635	65 049	65 823	66 303	65 173	64 635
Emprunts bancaires	2 884	2 864	2 461	2 614	2 827	2 773	2 794	2 461
Autres emprunts	7 685	7 668	7 260	7 338	7 062	7 197	7 011	7 260
Autres effets à court terme	5 134	5 664	5 686	5 654	5 693	5 857	5 843	5 686
Hypothèques	98	100	99	99	98	96	97	99
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	48 274	47 485	47 411	47 607	48 405	48 641	47 512	47 411
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 627	1 591	1 597	1 616	1 617	1 618	1 795	1 597
Administration fédérale	417 613	413 475	412 102	421 169	406 110	404 422	410 612	412 102
Emprunts bancaires	101	101	100	101	101	101	100	100
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	124 756	124 832	129 632	136 334	123 882	122 969	118 787	129 632
Obligations fédérales	292 756	288 542	282 370	284 734	282 127	281 352	291 725	282 370
Obligations d'épargne du Canada	18 860	18 651	17 712	17 342	17 125	16 917	19 462	17 712
Autres obligations	273 896	269 891	264 658	267 392	265 002	264 435	272 263	264 658
Autres paliers d'administration publique	407 185	399 146	405 922	407 062	406 620	406 952	398 287	405 922
Emprunts bancaires	2 997	2 848	3 005	3 715	3 443	3 550	3 873	3 005
Autres emprunts	12 652	12 854	13 041	13 048	12 995	12 814	12 853	13 041
Autres effets à court terme	13 794	10 650	13 947	13 092	16 312	13 057	18 524	13 947
Hypothèques	2 033	2 031	2 029	2 000	2 000	2 000	2 036	2 029
Obligations provinciales	332 598	327 263	330 453	330 566	326 812	329 274	318 609	330 453
Obligations municipales	39 628	39 902	39 706	40 914	41 327	42 522	38 959	39 706
Autres obligations	3 483	3 598	3 741	3 727	3 731	3 735	3 433	3 741
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 433 985	2 443 296	2 463 808	2 495 932	2 505 528	2 531 897	2 370 933	2 463 808
Crédit à la consommation	256 451	262 399	267 696	270 831	278 409	284 737	246 006	267 696
Emprunts bancaire	155 803	155 690	157 836	163 512	166 936	164 728	153 270	157 836
Autres emprunts	167 313	166 519	166 268	168 123	168 905	170 952	164 235	166 268
Effets à court terme, Canada	124 756	124 832	129 632	136 334	123 882	122 969	118 787	129 632
Autres effets à court terme	61 602	63 442	64 417	66 016	71 727	70 475	62 718	64 417
Hypothèques	694 706	710 437	721 236	732 127	748 700	764 841	672 263	721 236
Obligations	973 354	959 977	956 723	958 989	946 969	953 195	953 654	956 723
Non-résidents	44 387	42 547	44 165	46 933	45 117	48 609	42 644	44 165
Emprunts bancaires	9 716	10 986	11 087	13 062	12 241	16 481	9 665	11 087
Autres emprunts	34 671	31 561	33 078	33 871	32 876	32 128	32 979	33 078
Hypothèques	0	0
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 478 372	2 485 843	2 507 973	2 542 865	2 550 645	2 580 506	2 413 577	2 507 973
Institutions financières canadiennes	555 318	583 609	610 075	641 873	660 967	668 286	510 461	610 075
Emprunts bancaires	48 355	46 806	47 747	47 578	51 483	50 313	41 701	47 747
Autres emprunts	42 158	47 809	50 658	53 209	51 078	49 631	40 536	50 658
Autres effets à court terme	108 039	114 543	117 016	124 882	129 654	132 869	99 917	117 016
Hypothèques	15 600	18 562	21 016	22 477	23 818	25 536	13 142	21 016
Obligations	341 166	355 889	373 638	393 727	404 934	409 937	315 165	373 638
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	3 033 690	3 069 452	3 118 048	3 184 738	3 211 612	3 248 792	2 924 038	3 118 048
Actif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	125 328	130 795	120 557	111 432	106 028	99 078	129 704	120 557
Entreprises non financières	72 202	73 459	76 473	76 599	76 981	77 748	71 324	76 473
Administrations publiques	223 767	227 823	227 155	229 603	230 286	241 575	206 851	227 155
Non-résidents	442 591	422 866	417 452	419 536	413 082	413 278	439 452	417 452
Institutions financières canadiennes	2 194 046	2 238 661	2 300 461	2 371 670	2 408 545	2 439 932	2 101 285	2 300 461